ISSN 3088-8824

Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Mardi 3 novembre 2026 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°1018 ■

DESSALEMENT DE L'EAU DE MER

Lancement des projets de raccordement à Tlemcen, Mostaganem et Chlef

P 16

LE PLF 2027 PRÉSENTÉ DEVANT L'APN

Les principales orientations budgétaires dévoilées

Le ministre des Finances, Mohamed Lamine Lebbou, a présenté ce lundi devant les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) les grandes orientations du projet de loi de finances (PLF) pour 2027. Le texte prévoit des dépenses de 17 882,65 milliards de dinars en crédits de paiement, pour des recettes estimées à 9 251,1 milliards de dinars. Ses principales priorités sont la préservation du pouvoir d'achat, le soutien à l'investissement, la poursuite des projets structurants et la mobilisation des ressources hors hydrocarbures. P 3

Plusieurs amendements proposés par les députés



INTELLIGENCE ARTIFICIELLE, SANTÉ ET ÉNERGIE

Les sept chantiers prioritaires du Haut Conseil scientifique

La santé, l'intelligence artificielle (IA), l'énergie, l'eau, l'agriculture, les mines et l'écosystème des start-ups constituent les sept domaines prioritaires retenus par le Haut Conseil de la communauté scientifique nationale à l'étranger. L'objectif est de mobiliser les compétences scientifiques algériennes, aussi bien à l'intérieur du pays qu'à l'étranger, autour de projets concrets qui répondent aux besoins nationaux et contribuent à la transformation de l'économie.

P 2

83 % DES MARCHÉS CONCLUS ATTRIBUÉS AUX ENTREPRISES ALGÉRIENNES

Sonatrach renforce le contenu local

La compagnie nationale des hydrocarbures renforce le recours aux entreprises locales dans ses opérations d'approvisionnement et de passation des marchés. Sur les 2 589 contrats conclus durant l'année 2025, 2 150 ont été attribués à des entreprises de droit algérien, représentant 83 % du nombre total des marchés et 59 % de leur valeur globale, pour un montant cumulé de 512 milliards de dinars, selon le rapport annuel du groupe pour 2025.

P 3

CONTRIBUTION

Quelle stratégie d'intégration de l'intelligence artificielle et de la robotique en Algérie

L'Algérie se trouve à un tournant décisif dans sa quête de diversification économique afin de réduire au mieux sa dépendance aux hydrocarbures au moment où le prix du baril connait une hausse significative de nature à laisser entrevoir une opération d'envergure visant à relancer la croissance et à transformer le système productif par une plus grande productivité des facteurs.

Par Rachid MEKSEN

P 5

CAMPAGNE DE LABOURS-SEMAILLES

Le ministre donne le coup d'envoi à partir de Tiaret P 4

FONCIER

Lancement d'une nouvelle version du portail numérique «Fadaeldjazair» P 4

MILA

Plus de 2.500 unités logements distribués P 6

TIZI-OUZOU

Foire artisanale du 8 au 12 novembre

Une foire de l'artisanat se tiendra du 8 au 12 novembre à la Maison de la culture Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou, à l'initiative de la Chambre de l'Artisanat et des Métiers de la wilaya, a-t-on appris lundi auprès des organisateurs.
Placée sous le thème "Notre métier, notre identité : Un héritage pour notre avenir", l'évènement est organisé en coordination avec la Direction du tourisme et de l'artisanat à l'occasion de la Journée nationale de l'artisan, célébrée le 9 novembre de chaque année, a-t-on indiqué.
La rencontre rassemblera des artisans de la wilaya qui présenteront une riche variété de métiers et de créations telle que la bijouterie traditionnelle, tapis et tissage, poterie et céramique, travail du bois, couture et broderie, ainsi que l'habillement traditionnel et de la broderie.
Au programme de ces cinq journées figure également une journée d'étude consacrée à la promotion et la vente en ligne des produits de l'artisanat, prévue le 10 novembre, ainsi qu'une cérémonie hommage aux artisans qui aura lieu le 12 novembre, en clôture de l'évènement.

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE, SANTÉ ET ÉNERGIE

Les sept chantiers prioritaires du Haut Conseil scientifique

La santé, l'intelligence artificielle (IA), l'énergie, l'eau, l'agriculture, les mines et l'écosystème des start-ups constituent les sept domaines prioritaires retenus par le Haut Conseil de la communauté scientifique nationale à l'étranger. L'objectif est de mobiliser les compétences scientifiques algériennes, aussi bien à l'intérieur du pays qu'à l'étranger, autour de projets concrets qui répondent aux besoins nationaux et contribuent à la transformation de l'économie.

Par S. R.

Intervenant sur les ondes de la « Chaîne III » de la radio nationale, le professeur Ilyas Zerhouni, coordinateur du Haut Conseil, a expliqué que cette démarche repose sur deux volets principaux : la mise en réseau de la communauté scientifique algérienne établie à l'étranger avec les chercheurs locaux, et l'élaboration d'un programme d'action ciblant des secteurs stratégiques. Des sous-commissions ont ainsi été constituées pour travailler sur les sept domaines identifiés. La feuille de route du Conseil s'articule autour de quatre phases : comprendre la situation nationale, maîtriser les outils nécessaires à la résolution des problèmes, rattraper les retards par rapport aux standards internationaux et, enfin, développer des innovations adaptées aux spécificités algériennes. « Nous devons d'abord comprendre où nous sommes, maîtriser les outils, rattraper les retards éventuels, puis dépasser en innovant à partir de nos propres ressources humaines et physiques », a-t-il dit.
Dans cette démarche, l'intelligence artificielle occupe une place importante, compte tenu de son potentiel de transformation dans plusieurs secteurs, notamment la santé. Le coordinateur insiste toutefois sur la nécessité de dépasser les effets de mode et de privilégier une appropriation réelle de ces technologies, en fonction des besoins du terrain. Il s'agit de développer des solutions utiles plutôt que de se limiter à la consommation de technologies conçues ailleurs.
La recherche constitue, quant à elle, un chantier transversal.
Les premiers échanges avec les acteurs du terrain ont notamment fait ressortir les difficultés liées aux procédures bureaucratiques, en particulier pour l'approvisionnement des laboratoires en réactifs et en petits équipements. Une meilleure organisation de la chaîne de gestion de la recherche apparaît donc nécessaire pour permettre aux chercheurs de consacrer davantage de temps à leurs travaux.
Le professeur Zerhouni a également mis en avant le potentiel du système universitaire national, qui compte 57 universités, des instituts de recherche et près de 1,7 million d'étudiants. Pour lui, la valorisation de ce capital humain représente un levier essentiel pour accompagner l'évolution du modèle économique vers une production davantage fondée sur le savoir, l'innovation et l'entrepreneuriat. « Nous avons un potentiel humain considérable. Le véritable enjeu est de créer les conditions permettant à nos jeunes chercheurs d'être aussi compétitifs en Algérie qu'ils peuvent l'être à l'étranger », a-t-il souligné.
Dans ce sens, la mobilisation de la diaspora scientifique et l'amélioration des conditions de travail des chercheurs locaux figurent parmi les leviers retenus pour retenir les compétences et favoriser les échanges scientifiques. Le Conseil, qui fonctionne selon une organisation collégiale et multidisciplinaire, mise sur une approche souple, grâce à la participation bénévole de compétences nationales hautement qualifiées. À moyen et long terme, cette dynamique vise aussi à renforcer le rayonnement international des universités algériennes. L'ambition affichée est de faire accéder au moins un établissement universitaire national au classement des cent meilleures universités mondiales, en s'appuyant sur l'excellence académique, la recherche et l'innovation.

CAMPAGNE DE LABOURS-SEMAILLES

Le ministre donne le coup d'envoi à partir de Tiaret

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Sid-Ali Khaldi, a supervisé, hier dans la wilaya de Tiaret, le lancement de la campagne labours-semailles au titre de la saison agricole 2026-2027, au niveau de l'unité de production agricole Si-Abdelkrim, dans la commune de Sebaïne.
A cette occasion, le ministre a insisté, lors de la présentation d'un exposé sur les préparatifs et les moyens mobilisés pour assurer le bon déroulement de cette campagne, sur la nécessité de mettre à la disposition des professionnels de la filière l'ensemble des intrants agricoles, notamment les semences traitées et les engrais, ainsi que les équipements agricoles nécessaires, afin de garantir le déroulement de cette opération dans les meilleures conditions.
La campagne labours-semailles dans la wilaya de Tiaret porte sur une superficie globale estimée à 300.000 hectares, dont 120.000 hectares consacrés au blé dur, 20.000 hectares au blé tendre, 156.000 hectares à l'orge et 4.000 hectares à l'avoine, a indiqué le directeur des services agricoles, Boualem Mekhaneg.
S'agissant des moyens mobilisés, quelque 98.000 quintaux de semences et 25.000 quintaux d'engrais destinés aux différentes cultures ont été mis à la disposition des céréaliers, outre la mobilisation de 2.566 tracteurs et 3.717 charrues, ainsi que d'un nombre important de semoirs.
Le ministre s'est également enquis des activités de l'Institut technique régional des grandes cultures, situé dans la commune de Sebaïne, qui a réussi à produire des semences de base adaptées aux conditions climatiques de la région et destinées aux multiplicateurs de céréales.
La visite du ministre dans la wilaya se poursuit avec, notamment, la supervision de la pose de la première pierre d'un silo stratégique de stockage de céréales d'une capacité d'un million de quintaux.
A cette occasion, une convention de formation sera également signée entre les secteurs de l'Agriculture, de l'Enseignement et de la Formation professionnelle, portant sur la formation dans les différentes spécialités agricoles, ainsi qu'une convention de coopération avec l'université Ibn Khaldoun.
Le programme de cette visite prévoit également la supervision de la mise en service d'un projet de raccordement à l'électricité agricole au niveau d'une exploitation agricole privée, ainsi qu'une visite au centre équestre "Chaouchaoua", au chef-lieu de wilaya.

R E.

CNR

Mise en service du guichet numérique unique «Takaoudi»

Le guichet numérique unique "Takaoudi" a été mis en service, lundi, au niveau des différentes agences locales de la Caisse nationale des retraites (CNR), en vue de faciliter l'accès des retraités et des ayants droit aux services numériques, indique un communiqué de la Caisse.
Dans le cadre d'une démarche visant à faciliter l'accès des retraités et des ayants droit aux services numériques, et en application des instructions du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, le projet "Takaoudi - ALL IN ONE - Tous vos services numériques à un seul guichet" a été lancé, lundi, au niveau des agences locales de la Caisse, pour "faciliter l'accès des retraités et des ayants droit aux services numériques et les encourager à les utiliser, en assurant un accompagnement de proximité et une orientation au niveau des agences locales", précise-t-on de même source.
Ce projet consiste à "créer un guichet numérique unique au niveau de chaque agence locale, destiné à faire connaître les différents services numériques que propose la Caisse et à fournir des explications simplifiées sur leur utilisation, tout en assurant un accompagnement effectif des retraités dans le téléchargement de l'application +Takaoudi+, la création et l'activation de leurs comptes numériques, ainsi que leur orientation vers les services répondant à leurs besoins".
Dans ce cadre, "ces guichets ont été aménagés selon un modèle uniforme pour garantir une identité visuelle harmonisée du projet à travers les différentes agences, en sus de la mise à disposition des moyens nécessaires à la présentation des services numériques, notamment le guide +Takaoudi+, qui comporte des explications simplifiées sur les différents services numériques disponibles sur l'application, ainsi qu'un code QR permettant d'y accéder directement", lit-on dans le communiqué.
Le projet vise à "passer de la simple présentation des services numériques à un accompagnement de proximité des retraités dans leur utilisation, étape par étape, contribuant ainsi à renforcer leur autonomie dans l'accès aux services disponibles à distance, à réduire les déplacements répétés vers les agences locales, à alléger la pression sur les guichets d'accueil et à améliorer la qualité du service public fourni".
Dans ce contexte, "les chargés de communication au niveau des agences locales jouent un rôle essentiel dans l'accueil et l'orientation des retraités, en leur fournissant les explications nécessaires et en les accompagnant dans l'utilisation de l'application et des services numériques, tout en recensant leurs préoccupations et les difficultés auxquelles ils sont confrontés et en proposant des améliorations à même de répondre à leurs besoins".
A travers le lancement de ce projet, la CNR réaffirme "son engagement à poursuivre le processus de transformation numérique et à développer ses mécanismes de prestation de services, en plaçant le retraité au cœur de ses préoccupations, en consacrant le principe de proximité et d'accompagnement, et en faisant de la numérisation un outil pratique permettant de simplifier les procédures et d'améliorer l'expérience de l'usager", conclut le communiqué.

APS

Quotidien economique
Les Enjeux Eco
Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

LE PLF 2027 PRÉSENTÉ DEVANT L'APN

Les principales orientations budgétaires dévoilées

Le ministre des Finances, Mohamed Lamine Lebbou, a présenté ce lundi devant les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) les grandes orientations du projet de loi de finances (PLF) pour 2027. Le texte prévoit des dépenses de 17 882,65 milliards de dinars en crédits de paiement, pour des recettes estimées à 9 251,1 milliards de dinars. Ses principales priorités sont la préservation du pouvoir d'achat, le soutien à l'investissement, la poursuite des projets structurants et la mobilisation des ressources hors hydrocarbures.

Par Selma R.

Le ministre a inscrit ces choix dans un contexte international marqué par les incertitudes géopolitiques, les pressions inflationnistes et les fluctuations des marchés énergétiques. Il a ainsi souligné la nécessité de poursuivre les investissements publics tout en préservant les équilibres macroéconomiques. « Le projet de loi de finances pour 2027 traduit les orientations économiques, financières et sociales de l'État et définit ses priorités pour l'année prochaine », a-t-il déclaré.
Les prévisions budgétaires reposent sur un prix de référence fiscal du pétrole de 60 dollars le baril et sur un prix de marché de 70 dollars. Le taux de change retenu est de 131 dinars pour un dollar, avec une inflation ciblée à 4 %. Sur les 9 251,1 milliards de dinars de recettes attendues, 6 598,8 milliards proviendraient des ressources hors fiscalité pétrolière, contre 2 652,3 milliards pour la fiscalité pétrolière. Du côté des dépenses, celles de personnel sont évaluées à 5 916,83 milliards de dinars, soit 33,1 % des crédits de paiement. Les investissements publics mobiliseront 3 825,4 milliards de dinars, tandis que les transferts atteindront 4 415,35 milliards. Ces derniers comprennent notamment 717,7 milliards destinés au soutien des produits de large consommation, dont 355,84 milliards pour les céréales, 94,31 milliards pour le lait et 122,05 milliards pour l'eau dessalée.
Le soutien à l'activité économique bénéficiera, quant à lui, de 395,88 milliards de dinars, dont 80 milliards pour la bonification des taux d'intérêt et 50 milliards pour les entreprises en difficulté. Le dispositif d'insertion disposera de 368 milliards, dont 210 milliards pour l'allocation chômage. Le projet prévoit également 125 675 postes budgétaires. Par ailleurs, le secteur du logement bénéficiera d'une enveloppe de 517,5 milliards de dinars, tandis que les crédits alloués à l'éducation nationale et à la santé s'élèveront respectivement à 1 875,32 milliards et 1 387,2 milliards de dinars. Le PLF prévoit en outre la poursuite de projets structurants, dont le coût global est estimé à 3 689,93 milliards de dinars. Ils concernent notamment le projet de Gara Djebilet, le complexe sidérurgique intégré et la ligne ferroviaire minière Béchar-Tindouf-Gara Djebilet. À ce sujet, le ministre a souligné que « le soutien à l'investissement et l'accompagnement des projets économiques figurent parmi les axes prioritaires de la politique budgétaire ».
La transformation numérique de l'administration constitue un autre volet du texte. Une enveloppe de 33,55 milliards de dinars en autorisations d'engagement et de 24,82 milliards en crédits de paiement est prévue pour 168 nouvelles opérations. Sur le plan législatif, le projet comprend des mesures relatives au soutien à l'investissement, à l'élargissement de l'assiette fiscale, à la lutte contre la fraude et à la modernisation de l'administration. Il prévoit notamment de porter de deux à cinq ans les exonérations fiscales accordées aux entreprises labellisées incubateurs. Mohamed Lamine Lebbou a d'ailleurs indiqué que « la mobilisation des ressources publiques et l'amélioration de leur recouvrement, notamment celles provenant de la fiscalité ordinaire, constituent des objectifs essentiels de ce projet ». Enfin, le texte instaure une régularisation fiscale volontaire destinée aux personnes physiques résidentes non identifiées fiscalement, avec un taux libératoire de 12 % et une échéance fixée au 31 décembre 2027.

PLF 2027

Plusieurs amendements proposés par les députés

La commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN) a proposé plusieurs amendements au projet de loi de finances (PLF) 2027, portant sur quinze (15) articles, ainsi que l'introduction de six (6) nouveaux articles, selon le rapport préliminaire de la commission présenté.
Lors de la lecture du rapport, à l'issue de la présentation du PLF 2027 par le ministre des Finances, Mohammed Lamine Lebbou, au cours d'une séance plénière présidée par la présidente de l'APN, Khalida Boufedeche, en présence de membres du Gouvernement, le rapporteur de la commission, Boutchicha Djemai, a précisé que les amendements proposés s'articulent autour de deux axes : le premier concerne la forme et porte sur l'introduction de corrections linguistiques au niveau de cinq (5) articles par souci de précision juridique, tandis que le second porte sur le fond et concerne quinze (15) articles, faisant également état de la proposition d'introduction de six (6) nouveaux articles. Parmi les amendements de fond proposés au projet de loi, la commission a suggéré de modifier l'article 218, de manière à subordonner toute révision des prix des carburants par les parties concernées à l'approbation du Parlement, dans le cadre de la loi de finances, et ce, dans un souci de transparence et afin de protéger le pouvoir d'achat des citoyens. La commission a justifié cette proposition par "la nécessité de consacrer le caractère social de l'Etat et de garantir la conformité avec les constantes nationales de l'Algérie, en associant les représentants du peuple à toute augmentation ou révision des prix des carburants", a-t-il expliqué.
L'article 218 du PLF 2027 prévoit de permettre aux parties concernées de procéder à des ajustements ciblés et réglementés des prix des carburants, afin de garantir la stabilité financière des secteurs du raffinage et de la distribution et d'assurer la continuité de l'approvisionnement en produits pétroliers sur l'ensemble du territoire national, sans remettre en cause le soutien gouvernemental.
S'agissant des nouveaux articles proposés, le rapporteur de la commission a cité l'article 169 bis, qui prévoit la mise en place d'un dispositif spécial au profit des citoyens algériens établis à l'étranger depuis au moins trois années sans interruption et souhaitant revenir définitivement au pays, leur permettant d'importer les équipements et le matériel liés à leur activité économique ou professionnelle exercée à l'étranger, tout en étant exonérés des procédures de contrôle du commerce extérieur et des changes, ainsi que des droits et taxes de douane, a-t-il indiqué.
La commission a également proposé l'introduction de l'article 227 bis, qui prévoit la prorogation des délais de mise en conformité des constructions et d'achèvement de leur réalisation, jusqu'au 31 décembre 2027, à travers la modification des dispositions de l'article 94 de la loi N 08-15 fixant les règles de mise en conformité des constructions et leur achèvement.

Synthèse Z R.

83 % DES MARCHÉS CONCLUS ATTRIBUÉS AUX ENTREPRISES ALGÉRIENNES

Sonatrach renforce le contenu local

Par Zahir R.

La compagnie nationale des hydrocarbures renforce le recours aux entreprises locales dans ses opérations d'approvisionnement et de passation des marchés. Sur les 2 589 contrats conclus durant l'année 2025, 2 150 ont été attribués à des entreprises de droit algérien, représentant 83 % du nombre total des marchés et 59 % de leur valeur globale, pour un montant cumulé de 512 milliards de dinars, selon le rapport annuel du groupe pour 2025.
Ces chiffres témoignent de l'importance qu'accorde Sonatrach à la promotion du contenu local et au renforcement de l'intégration nationale, qu'elle considère comme un axe prioritaire de sa gouvernance des achats, tout en veillant à l'optimisation de ses coûts. À ce titre, la stratégie de passation des marchés en vigueur à Sonatrach s'inscrit dans une démarche visant à concilier les impératifs de concurrence, de transparence et d'égalité de traitement des candidats avec les exigences de performance et d'efficience des achats.
La même orientation se reflète dans les procédures de mise en concurrence engagées durant l'exercice 2025. Sonatrach a lancé 998 appels d'offres, 17 procédures de préqualification et cinq manifestations d'intérêt. Sur l'ensemble des appels d'offres lancés, 707 étaient de portée nationale, soit près de 71 % du volume total.
Les procédures de préqualification et les manifestations d'intérêt ont également enregistré une forte composante nationale ou mixte. Cette démarche traduit la volonté du groupe de valoriser les compétences et les capacités des entreprises algériennes, tout en recourant aux marchés internationaux lorsque les exigences techniques ou stratégiques le nécessitent.

Modernisation et transformation numérique des procédures

Pour améliorer davantage l'efficacité de ses opérations, Sonatrach a poursuivi, à travers sa Direction centrale de passation des marchés (DC PSC), la modernisation de son dispositif contractuel. Les actions engagées en 2025 ont notamment porté sur la révision de la procédure de passation des contrats, à l'issue d'une concertation avec les structures contractantes du groupe et les commissions de contrôle de conformité. La transformation numérique constitue également un axe majeur de cette démarche. Le groupe a poursuivi le projet de conception du Portail de passation des contrats (PPC), accompagné d'actions de formation des utilisateurs, de tests fonctionnels et du renforcement de son interopérabilité avec les organismes partenaires. Dans sa première phase, cette plateforme devra notamment permettre l'inscription et la gestion en ligne des comptes des opérateurs économiques, le paiement électronique des frais liés au retrait des cahiers des charges ainsi que le retrait dématérialisé des dossiers d'appels d'offres. Le développement des capacités nationales de fabrication constitue un autre volet important de cette politique. Les réalisations enregistrées en 2025 concernent notamment la production de têtes de puits, d'outils PDC et de couronnes de forage, avec un taux d'intégration nationale de 100 %. Le groupe a également engagé des partenariats stratégiques, à l'image du projet de transition vers l'industrie 4.0, lancé en collaboration avec SOMIZ, YOKOGAWA et la start-up DIGIWAVES.
Le groupe Sonatrach accompagne également les entreprises nationales dans leurs démarches de certification auprès des organismes compétents, notamment ALGERAC, afin de renforcer leur conformité aux normes et leur capacité à accéder aux marchés du groupe. Cette politique de promotion du contenu local s'étend aussi à l'échelle africaine. Sonatrach a notamment participé à la quatrième Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), organisée à Alger, ainsi qu'à la quatrième Conférence et Exposition sur le contenu local en Afrique (CECLA 2025), tenue à Brazzaville. Ces rendez-vous ont constitué des occasions de renforcer la visibilité de l'entreprise et de contribuer à l'émergence d'un écosystème africain intégré autour du contenu local.
Parallèlement, Sonatrach mise sur les conventions-cadres pour rationaliser ses achats, sécuriser ses approvisionnements et promouvoir les entreprises nationales. Le recours à ce mécanisme s'est traduit par la conclusion de 243 contrats d'application en 2025, contribuant à l'harmonisation des pratiques contractuelles, à la maîtrise des coûts d'acquisition et à l'amélioration de la performance globale des procédures de passation des marchés.

RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

Dégâts "irréversibles" sur glaciers et banquise

Dépasser 1,5 C de réchauffement planétaire aura des conséquences "irréversibles" sur les glaciers, la banquise et les surfaces gelées de la Terre, alertent lundi deux rapports de l'ONU, appelant à agir "aussi vite que possible".
Le franchissement du seuil de 1,5 C de réchauffement planétaire par rapport à l'ère pré-industrielle, objectif le plus ambitieux de l'accord de Paris, "entraînera d'importantes - et souvent irréversibles" conséquences "au sein de la cryosphère et des océans polaires, "c'est-à-dire les régions de la planète caractérisées par la présence de neige, de glace et de sols gelés", indique l'un des rapports.
Fonte des glaciers et de la banquise, dégel du permafrost, montée accélérée du niveau des mers : les répercussions seront multiples et augmenteront les risques d'inondations, les dommages économiques et écologiques, ainsi que les pénuries d'eau et les dangers en montagne.
Certains impacts sont déjà visibles, comme la disparition de 20% de la masse glaciaire en Suisse, souligne le rapport.
Et même si l'objectif de 1,5 C reste pertinent, il est déjà "trop haut" pour la cryosphère, dont la "température de sécurité" se situe plutôt autour de 1 C, voire en dessous.
Le réchauffement planétaire atteint déjà 1,37 C par rapport à l'ère préindustrielle. Et selon le réseau européen Copernicus, le dépassement avéré de 1,5 C pourrait être atteint vers 2030.

R E.

FONCIER

Lancement d'une nouvelle version du portail numérique "Fadaeldjazair"

La Direction générale du Domaine national (DGDN) a annoncé le lancement officiel d'une nouvelle version actualisée du géoportail "Fadaeldjazair", destiné à faciliter l'accès à distance des citoyens et des professionnels aux informations et documents fonciers.
Dans un communiqué rendu public, samedi, la DGDN a précisé que le lancement de cette version, qui coïncide avec la commémoration du 72e anniversaire du déclenchement de la Révolution de libération nationale, s'inscrit dans le cadre de la poursuite du développement de la plateforme afin de s'adapter à la transformation numérique et de perfectionner les mécanismes de diffusion de l'information foncière ainsi que la prestation des services numériques liés au domaine national.
Cette nouvelle édition du portail (https://fadaeldjazair.mf.gov.dz) se distingue par une base de données unifiée et centralisée regroupant les informations au sein d'un système technique intégré. Elle comprend également une carte interactive améliorée pour optimiser l'affichage des biens fonciers et l'exploration des sites, avec une délimitation précise du bien facilitant l'identification de son emplacement et l'exploration de son environnement géographique.
La nouvelle plateforme permet en outre d'identifier les infrastructures de proximité telles que les écoles, les hôpitaux, les mosquées et les aéroports, tout en offrant la possibilité d'afficher les distances et les temps de trajet en voiture afin de mieux appréhender la situation du bien par rapport à son entourage.
Parmi les principaux services offerts par la plateforme "Fadaeldjazair" figure la possibilité de demander un ensemble de documents et d'extraits fonciers, à l'instar du livret foncier, du certificat négatif, des copies d'actes publiés, des fiches d'immeuble, et des extraits de documents cadastraux, en sus de la possibilité de suivre l'état d'avancement des demandes par voie électronique.

R E.

PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

INATEL obtient l'agrément pour l'installation des TPE de classe V

L'entreprise INATEL (Industrie algérienne de la téléphonie) a obtenu l'agrément officiel du Groupement d'intérêt économique monétique (GIE Monétique) pour exercer l'activité d'installation des terminaux de paiement électronique (TPE) de Classe V, indique un communiqué de l'entreprise.
Cet agrément vient consacrer les compétences et l'expertise des cadres et des équipes techniques de l'entreprise, tout en renforçant ses capacités à contribuer au développement et à la modernisation des moyens de paiement électronique en Algérie, précise la même source.
Dans ce cadre, la direction des opérations de l'entreprise mobilisera les moyens humains, logistiques et techniques nécessaires pour accélérer le déploiement et la distribution des TPE, en assurant les prestations de livraison, d'installation et de mise en service, ainsi que la formation des commerçants et leur accompagnement dans l'utilisation de ces équipements.
Cette démarche vise à contribuer à la généralisation de l'utilisation des moyens de paiement électronique dans les meilleurs délais, tout en garantissant la qualité et l'efficacité des services, selon le communiqué.
L'entreprise a affirmé que cet agrément s'inscrit dans le cadre de son engagement à contribuer au processus de transformation numérique nationale, et au développement d'un système de paiement électronique sécurisé, fiable et moderne.
Relevant du groupe "ELEC El-Djazaïr" et ayant son siège dans la wilaya de Tlemcen, INATEL est une entreprise publique opérant dans le domaine des industries électroniques et des solutions numériques. Elle œuvre à concevoir des produits spécialisés et à intégrer des solutions technologiques au profit des entreprises, des organismes publics et des grandes infrastructures, en s'appuyant sur l'expertise et les compétences nationales.
L'entreprise a également étendu ses activités aux marchés africains, en signant, en septembre dernier, un accord avec la Coordination permanente du Comité stratégique pour la supervision du projet d'extension de la ville de Kinshasa (CSSPEVK), en République démocratique du Congo (RDC), dans le cadre d'un consortium regroupant INATEL et les entreprises "PGS Africa" et "DABYAN", pour la mise en œuvre d'un programme numérique, industriel et technologique intégré, dans le cadre du projet de la nouvelle ville "Kinshasa Kia Mona". Ce partenariat s'inscrit dans le cadre des efforts de l'entreprise visant à renforcer sa présence sur les marchés africains, après avoir exporté des TPE vers le Nigeria.

APS

METAUX PRECIEUX

L'or rebondit après avoir atteint son plus bas niveau en un an

Les cours de l'or ont rebondi lundi après avoir touché leur plus bas niveau en un an lors de la séance précédente. Les investisseurs restent attentifs aux élections américaines de mi-mandat prévues cette semaine et leurs répercussions plus larges sur les politiques budgétaires.
L'or au comptant progressait de 0,7 %, à 3.900,14 dollars l'once, après avoir terminé la séance de vendredi en baisse de 3,6 % atteignant ainsi son plus bas niveau depuis octobre 2025.
Les contrats à terme sur l'or américain à échéance décembre gagnaient 0,3 %, à 3.909,20 dollars.
Sur les marchés des autres métaux précieux, l'argent au comptant grimpait de 2,5 %, à 50,35 dollars, après être passé vendredi sous le seuil des 50 dollars pour la première fois en 11 mois.
Le platine au comptant progressait de 0,01 %, à 1.431,07 dollars, et le palladium gagnait 0,3 %, à 979,25 dollars, après avoir atteint vendredi leurs plus bas niveaux en 13 et 17 mois, respectivement.

APS

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	360,00	NC	0,00	1,08	2,96	7,67	7,22	0	0,00
AYRADE	AYRD	830,00	NC	0,00	1,12	1,73	118,57	-	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 390,00	1400,00	0,72	0,14	-0,00	7,56	7,64	93257	130 559 800,00
BIOPHARM	BIO	2 358,00	NC	0,00	0,16	-5,28	6,36	7,21	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	1 997,00	1997,00	0,00	-0,08	-8,00	8,28	8,76	5589	11 161 233,00
EGH El Aurassi	AUR	344,00	NC	0,00	-2,85	-4,43	4,35	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	450,00	NC	0,00	0,65	5,24	1,24	7,78	0	0,00

Mercuriale

وزارة الفلاحة، التنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 02 نوفمبر 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 02 Novembre 2026

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg معدل Moyenne	أسعار التجزئة دج / كلغ أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	95	101	89	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	138	153	123	الطماطم	
	Oignon sec	96	103	88	البصل الجاف	
	Ail sec	876	953	799	الثوم الجاف	
	Carotte	121	132	110	الجزر	
	Navet	122	132	112	اللفت	
	Poivron	135	147	123	الفلفل الاخضر	
	Piment	146	160	132	الفلفل الحار	
	Courgette	129	141	117	الكوسة	
	Haricot vert	220	242	198	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	131	143	119	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	422	522	321	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	474	593	354	التمر	
	Raisin	340	387	292	العنب	
	Grenade	187	218	155	الرمان	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	2224	2346	2101	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	467	480	454	الدجاج	
	Œufs (Unité)	22	23	21	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	94	100	88	حليب البقر (لتر)	

Quelle stratégie d'intégration de l'intelligence artificielle et de la robotique en Algérie

L'Algérie se trouve à un tournant décisif dans sa quête de diversification économique afin de réduire au mieux sa dépendance aux hydrocarbures au moment où le prix du baril connait une hausse significative de nature à laisser entrevoir une opération d'envergure visant à relancer la croissance et à transformer le système productif par une plus grande productivité des facteurs.

Rachid MEKSEN ,
Economiste, ancien haut fonctionnaire

La modernisation industrielle est au cœur de cette transformation, avec un accent particulier sur l'intégration de l'Intelligence Artificielle (IA) et de la robotique. Ce rapport présente un plan d'action concret pour réussir cette intégration, en s'appuyant sur la Stratégie Nationale de l'IA 2025-2030 et sur l'émergence d'infrastructures dédiées.
Pour une meilleure compréhension des termes pratiqués dans les publications consultées, il y a lieu de préciser que le numérique rassemble l'ensemble des technologies de l'information (ordinateurs, réseaux..), alors que l'IA se définit comme un logiciel qui reproduit et simule l'apprentissage humain. La robotique, au final, concerne la création de machines physiques qui interviennent dans la production et le monde réel.

1. Le contexte national

1.1 Contexte économique
L'économie algérienne s'engage dans une phase de transition vers la modernisation industrielle. La convergence de l'IA et de la robotique est considérée comme un levier essentiel pour améliorer la productivité et réduire le gaspillage des ressources, notamment en matière d'eau et d'énergie. L'objectif fondamental est de renforcer les capacités de production tout en améliorant la qualité des produits et services "Made in Algeria".
1.2 Orientation stratégique
La stratégie ne vise pas à remplacer la main-d'œuvre, mais à l'enrichir, permettant ainsi une plus grande efficacité et une meilleure qualité des produits. Le cadre opérationnel proposé dans ce rapport vise à intégrer ces technologies de manière efficace au sein du tissu économique national.

2. Diagnostic de la situation actuelle (Méthode SWOT) (Tableau 1)

Résumé succinct :
• Axes à exploiter (Forces + Opportunités) : Mobiliser la jeunesse qualifiée et le soutien étatique pour développer des solutions locales de capteurs intelligents afin d'optimiser les ressources et renforcer la souveraineté économique.
• Axes à corriger / surveiller (Faiblesses + Défis) : Accompagner la modernisation du parc industriel et la culture de la donnée dans les PME, tout en accélérant le déploiement des infrastructures Cloud et en sécurisant la chaîne d'approvisionnement en composants électroniques.

3. Ciblage stratégique des secteurs et activités et impacts recherchés (Tableau 2)

Pour maximiser le retour sur investissement, il est crucial de concentrer les ressources sur trois secteurs prioritaires :

4. Processus matériels et infrastructures à déployer

4.1 Architecture matérielle et robotique
• Équipements de terrain : Robots articulés, cobots (robots collaboratifs), véhicules autonomes.
Internet des objets : Réseaux de capteurs industriels et caméras pour la vision par ordinateur.
• Réseaux locaux : Déploiement du Wi-Fi 6 et réseau 5G privé.
4.2 Infrastructures métier et Cloud
• Périphérie réseaux: Serveurs de calcul de proximité pour un traitement en temps réel.
• Hébergement national : Stockage et entraînement des modèles sur le Cloud souverain algérien.

5. Processus humains, organisation et formation

• Stratégie GPEC (Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences)
• La réussite de l'intégration de l'IA et de la robotique dépendra d'une transformation culturelle au sein des entreprises.
• Recrutement et partenariats : Collaborations avec les universités pour attirer des talents.
• Perfectionnement des Opérateurs : Requalification des techniciens vers des postes liés à la robotique.
• Conduite du changement : Sensibilisation aux enjeux éthiques et à la sécurité des données.

6. Quantification des gains attendus (Rentabilité et Impact) (Tableau 3)

L'automatisation ciblée peut générer des bénéfices tangibles dès les 24 premiers mois d'exploitation tant sur le plan stratégique que socio-économique.

7. Budget (Tableau 4)

7.1 Estimation budgétaire
Un budget type pour la transformation d'une entreprise est estimé à environ 10 millions USD sur 3 ans, réparti comme suit :

8. Feuille de route et calendrier de mise en œuvre (Tableau 5)

Le déploiement se déroulera en trois phases sur 36 mois en nous inspirant des modèles décrits et déployés à travers les expériences que l'on décrit dans les revues techniques spécialisées (en mois) :

9. Recommandations clés pour les décideurs

9.1 À réaliser impérativement
• Commencer par des cas d'usage simples à fort impact
• Impliquer les partenaires sociaux, les syndicats dès le début du processus
• Sécuriser les flux de données conformément à la réglementation.

9.2 Erreurs à éviter
• Acquérir du matériel complexe sans formation préalable
• Traiter l'IA comme un projet classique de technologie de l'information
• Négliger la qualité des données d'entrée.
En guise de conclusion on peut déduire que l'Algérie dispose d'une architecture institutionnelle dédiée au pilotage de la transformation numérique, comprenant le Haut-Commissariat à la Numérisation, le Centre National Algérien des Services Numériques et des pôles d'exécution spécialisés. Cependant, la jonction entre ces structures et le tissu industriel reste un défi majeur à surmonter.
L'intégration de l'IA et de la robotique en Algérie représente une opportunité stratégique pour moderniser l'économie, améliorer la productivité et renforcer la compétitivité. En suivant le plan d'action proposé et en mobilisant les ressources adéquates, l'Algérie peut réaliser une transformation significative de son secteur industriel, tout en créant des emplois de qualité et en favorisant un développement durable.
A titre illustratif mais non comparatif, la Chine compte 2 millions de robots actifs et en injecte 300.000 chaque année, fait sortir 1,5 millions d'ingénieurs par an. Ce vivier alimente la transition énergétique, la croissance économique (4,6%/an) et l'innovation de pointe (1,8 millions de brevets/an et 5,3 millions sont en activité). Les pays industrialisés traditionnels sont en passe d'exiger un transfert de technologie de la Chine pour toutes les filières d'avenir, autant dire que ses choix sont payants.

Tableau 1

Forces (Facteurs internes positifs)	**Faiblesses** (Facteurs internes négatifs)
Soutien institutionnel : Engagements forts envers les startups technologiques et les écoles de pointe (USTHB, Sidi Abdallah)	Parc industriel hérité : Prédominance de systèmes mécaniques anciens non numérisés limitant l'efficacité
Savoir et savoir -faire : Main-d'œuvre jeune et qualifiée, particulièrement en informatique et mathématiques appliquées	Culture de la donnée : Faible gouvernance de la donnée au sein des PME traditionnelles
Opportunités (Facteurs externes positifs)	**Défis** / Menaces (Facteurs externes négatifs)
Optimisation des ressources : Potentiel majeur de gains en eau et énergie grâce à l'intégration de capteurs intelligents	Infrastructures Cloud & Connectivité : Capacités locales en Data-Center et connectivité haute vitesse (notamment en zones rurales) à engager
Souveraineté économique : Opportunité de réduire la dépendance vis-à-vis des importations d'équipements avancés	Accès aux intrants : Forte dépendance vis-à-vis des importations de semi-conducteurs et de composants robotiques

Tableau 2

Secteurs	Applications	Impacts
Énergie et Pétrochimie	Maintenance prédictive par IA, inspection autonome par drones des pipelines.	Réduction de 25 % des pannes imprévues et baisse des coûts de maintenance.
Agriculture de Précision	Utilisation de drones d'imagerie thermique, systèmes d'irrigation pilotés par IA.	Économie d'eau de 35 % et augmentation du rendement à l'hectare.
Industrie manufacturière et Logistique	Bras robotisés pour la palettisation, contrôle qualité automatisé.	Standardisation de la qualité et augmentation de la cadence de production.

Tableau 3

Indicateurs stratégiques	Impact
Disponibilité des équipements	Amélioration de 62 % à 85 %.
Consommation d'eau	Réduction de 8 000 m³/ha/an à 5 200 m³/ha/an
Taux de rebut	Diminution de 4.5 % à 0.3 %.

Indicateurs socio-économiques	Impact
Compétitivité à l'export	.Réduction des coûts unitaires et amélioration de l'attractivité pour les investissements étrangers.
Valorisation du capital humain	Élimination des tâches répétitives et création de postes à haute valeur ajoutée

Tableau 4

Actions	Estimation (Millions USD)
Infrastructures hard et cobots	40 % (4.0M $)
Licences IA, Cloud et soft	25 % (2.5M $)
Formation et requalification du management	20 % (2.0M $)
Cyber sécurité et gouvernance	15 % (1.5M $)

Tableau 5

Phase 1 (M1-M6)	Audit et faisabilité
Phase 2 (M7-M18) :	Déploiement des infrastructures

Pour l'élaboration de ce rapport condensé, nous avons pris en compte des travaux divers tels :
- Stratégie Nationale de Transformation Numérique (SNTN 2030) / National Strategy for Digital Transformation in Algeria (2025-2030) — souvent déclinée sous l'appellation "Digital Algeria 2030", émis par Le Haut-Commissariat à la Numérisation (HCN) , Version du 2 août 2024, consultable et téléchargeable,
-une étude réalisée pour le compte de l'ADME par le cabinet Delloite et.., septembre 2017, France,
-des articles dans le journal Les Enjeux Eco de septembre 2026 par Mr. K-K. AITYALLA sur la problématique de l'IA et sa tranposabilité en Algérie,
-également un article de moi même « Numériser l'économie, Mai 2025,
-plusieurs numéros de la revue 'L'usine Nouvelle".

TIZI-OUZOU

Mise en amodiation de 9 zones de chasse à travers le domaine forestier

Une opération d'amodiation portant sur neuf (9) zones de chasse par mise en valeur à travers plusieurs massifs forestiers de la wilaya de Tizi-Ouzou a été lancée par la Conservation locale des forêts au profit des associations de chasse agréées, au titre de la saison cynégétique 2026-2027, a-t-on appris samedi auprès de cette institution.
Cette démarche administrative et technique porte sur l'attribution par voie de location de terrains du domaine forestier national couvrant une superficie globale de plus de 5.800 hectares, dans le cadre de la régulation et du développement des activités cynégétiques à l'échelle de la wilaya, a-t-on expliqué.
L'opération englobe 9 sites relevant des forêts domaniales Moulay Yahia (répartis sur les communes de Draâ El Mizan et Frikat), Beni Khelfoune (Tizi-Gheniff), Boumahni (Draâ El Mizan et Ait Yahia Moussa), Tamgout (Aghribs) ainsi que de deux zones à travers chacune des forêts domaniales Azzouza et Beni Ghobri, a-t-on détaillé.
Cette procédure, précise-t-on, s'inscrit en application des dispositions de la loi n 04-07 du 14 août 2004 relative à la chasse, du décret exécutif n 06-398 fixant les règles de location des zones de chasse par mise en valeur dans les propriétés publiques et privées de l'Etat, ainsi que de l'arrêté ministériel n 388 fixant les périmètres des zones destinées à la location et de la décision de wilaya n 4539 portant ouverture de la saison de chasse.
La participation à cet avis d'amodiation est réservée aux associations de chasse agréées ayant satisfait aux conditions réglementaires, notamment le dépôt d'un dossier comprenant le cahier des charges dûment signé, la liste nominative des chasseurs titulaires de permis validés et le procès-verbal de constatation sur le terrain établi conjointement avec les services forestiers, selon la même source.

APS

ILLIZI

Lancement à Debdeb d'un projet de raccordement au réseau de gaz naturel

Un projet de raccordement au réseau de gaz naturel a été lancé au quartier Maghreb El-Arabi, dans la commune de Debdeb (wilaya d'Illizi), dans le cadre des festivités du 72e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution de libération nationale, a indiqué un communiqué de la direction locale de la société de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz).
Le projet, qui vise à consolider le cadre de vie des citoyens et à étendre la couverture en gaz naturel, prévoit la réalisation d'un réseau de distribution à basse pression sur un linéaire de 1,6 km et la programmation d'une centaine de branchements au profit des habitants du quartier, a-t-on précisé.
Le coût du projet est estimé à plus de 8 millions DA, et les travaux devront être réalisés dans un délai de 52 jours, à compter du 1er novembre 2026, sous la supervision de la Direction de l'énergie et des mines, en sa qualité de maître d'ouvrage.
L'opération intervient dans le cadre des efforts visant à renforcer les infrastructures énergétiques et à généraliser l'accès au gaz naturel, contribuant ainsi à l'amélioration des conditions de vie des citoyens et à l'impulsion de la dynamique de développement à travers les différentes régions de la wilaya, conclut la source.

R I.

SÉTIF

Clôture des travaux du 6e congrès international de nutrition-santé

Les travaux du 6ème congrès international de nutrition-santé ont été clôturés dimanche au Club des avocats à Sétif, en insistant sur l'adoption de la nutrition thérapeutique comme un des axes fondamentaux de la préservation de la santé publique et de la promotion de la qualité de vie.

Dr. Yacine Rouabhi, médecin généraliste membre de la Société algérienne de nutrition, a relevé, dans son intervention sur "les clés de la longévité pour une meilleure santé", que "la nutrition thérapeutique est devenue un élément essentiel de la pratique médicale moderne au regard de son importance pour la prévention des maladies et l'amélioration de la prise en charge du malade parallèlement au traitement médicamenteux".
Il a également mis l'accent sur l'importance de la formation continue pour élargir les connaissances des praticiens généralistes et spécialistes ainsi que des pharmaciens et des biologistes nutritionnistes et compléter la formation médicale initiale de sorte à prendre en charge les malades d'une manière holistique.
De son côté, Dr. Samia Bensalem, nutritionniste et membre fondateur de la Société algérienne de nutrition, a préconisé le retour à une alimentation naturelle équilibrée comme fondement de la prévention et de la préservation de la santé, soulignant que l'adoption d'un régime alimentaire sain, équilibré et basé sur les aliments naturels variés constitue la base d'une bonne santé.
Ilham Wahab, chirurgienne spécialisée dans le domaine au CHU Mohamed-Saâdna Abdennour de Sétif, a rappelé le rôle de l'alimentation thérapeutique pour la santé intestinale et la limitation des risques de malnutrition, insistant sur la nécessaire individualisation du régime nutritionnel et sa supervision par un médecin.
Elle a également plaidé pour un mode de vie sain qui repose sur une alimentation équilibrée, une consommation de beaucoup d'eau, une activité physique régulière et la réduction de la consommation des viandes pour préserver la santé et une bonne hygiène de vie.
Initié par l'Association du corps médical d'El Eulma, ce congrès de deux jours a regroupé plus de 60 médecins généralistes et spécialistes avec pour objectif de renforcer la place de la nutrition dans le système sanitaire en tant que fondement essentiel de prévention des maladies chroniques et d'amélioration de la qualité de vie, a indiqué le président du comité d'organisation, Dr. Abdelouahab Attout.

APS

TIARET

50 artisans exposent leurs produits au Salon national de l'artisanat

Quelque Cinquante artisans représentant plusieurs wilayas du pays prennent part au Salon national de l'artisanat, organisé dans la wilaya de Tiaret à l'initiative de la Chambre de l'artisanat et des métiers (CAM), a-t-on appris dimanche auprès du directeur du Tourisme et de l'Artisanat, Touab Zouaoui.
M. Zouaoui a indiqué que cette manifestation, lancée samedi et qui se poursuivra pendant dix jours, vise à promouvoir les produits artisanaux dans leurs différentes filières, à travers la mise à disposition d'espaces d'exposition et de commercialisation permettant aux citoyens de découvrir et d'acquérir facilement des produits traditionnels fabriqués dans différentes régions du pays.
Il a ajouté que cette initiative contribuera à soutenir les artisans locaux ainsi que ceux venus d'autres wilayas, en facilitant la commercialisation de leurs produits et en améliorant leurs revenus, tout en encourageant la préservation et la valorisation du patrimoine artisanal national.
De son côté, le président de la Chambre de l'artisanat et des métiers, Ahmed Belfodil, a souligné que cette manifestation, organisée à l'occasion de la commémoration du 72e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution de libération nationale et qui se poursuivra jusqu'au 9 novembre, date coïncidant avec la Journée nationale de l'artisan, constitue un espace de renforcement de la coopération et d'échange d'expériences et de savoir-faire entre les artisans issus des différentes régions du pays.
M. Belfodil a également relevé que de telles initiatives contribuent au développement du secteur de l'artisanat et des métiers et au renforcement de son rôle en tant que véritable levier de développement économique aux niveaux local et national.
Les artisans, venus de 24 wilayas, exposent leurs produits dans des stands aménagés à la place des Martyrs, au centre-ville de Tiaret. Ces espaces permettent aux visiteurs de découvrir et d'acquérir une gamme variée de produits traditionnels, notamment des vêtements traditionnels, des bijoux, des articles de dinanderie, des extraits d'huiles de Constantine, des poteries et des objets confectionnés en alfa, ainsi que des tenues traditionnelles masculines, des dattes, des tapis et diverses pièces d'artisanat représentatives du savoir-faire de plusieurs régions du pays.

APS

MILA

Plus de 2.500 unités logements distribués

Pas moins de 2.532 logements, relevant des différentes formules d'habitat, ont été distribués dimanche au cours d'une cérémonie organisée au musée du Moudjahid Slimane-Bentobbal de Mila, à l'occasion de la commémoration du 72e anniversaire du déclenchement de la Révolution.
Selon le directeur général du logement au ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Aménagement du territoire, Mohamed Mordjani, qui a supervisé la cérémonie aux côtés du wali de Mila, Fayçal Amrouche, cette distribution de décisions d'attribution, qui a suivi un hommage à des membres de la famille révolutionnaire, a "concerné plus de 400 logements location-vente (programme AADL 3) à Chelghoum Laïd". Un ensemble d'unités, a-t-il rappelé, ayant été "récemment inspecté par le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Aménagement du territoire, Mohamed Tarek Belaribi".
Au cours de la même cérémonie, des décisions d'attribution de 1.030 unités relevant de la formule LPL (logement public locatif), réalisées dans différentes communes de la wilaya, ont également été remises, en plus de 52 logements relevant de la formule du logement promotionnel aidé (LPA), de 50 unités de la formule du logement promotionnel libre, outre 1.000 aides à l'habitat rural.
M. Mordjani a affirmé que les efforts se poursuivent en vue pour réaliser tout le programme AADL 3 à travers le pays, avant de rappeler que ce programme, qui comprend 850.000 logements tel que mentionné sur les lois de finances des années 2025, 2026 et 2027, fait partie du programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, portant sur la réalisation, entre 2025 et 2029, de 2 millions d'unités des différentes formules.
Dans le cadre du programme de commémoration du 72e anniversaire du déclenchement de la Révolution, il a également été procédé à l'inauguration d'un carrefour reliant la route nationale (RN) n 5A à la RN 79 B à hauteur des limites administratives des communes d'Oued Athmania et de Sidi Khelifa, ainsi que d'un bureau de poste dans la commune d'Oued Athmania, avant que ne soient honorés les vainqueurs d'un tournoi de football intercommunal organisé à cette occasion au stade du Martyr Belkacem Belaid à Mila.

R E.

Crise de l'énergie en Europe : l'hiver s'annonce rude

Huit mois après la promesse de résoudre la crise énergétique, l'Europe fait face à une flambée des prix et des pénuries, avec des files d'attente aux stations-service. Ce contexte tendu révèle l'échec des politiques de Bruxelles et pousse les États membres à reconsidérer leur souveraineté énergétique.



Par Raphaëlle Auclert, Chargée de cours à l'Institut Catholique de Vendée (ICES) et Membre du Centre de Recherches de l'ICES (*)

« L'Europe doit se préparer à des difficultés cet hiver en raison de la hausse des prix de l'énergie et de sa forte dépendance aux importations, » a averti le commissaire européen Dan Jorgensen dans une interview au quotidien hongrois 444 publiée le 24 octobre. Les gouvernements européens avaient pourtant promis de résoudre en trois mois la crise énergétique qui a frappé l'UE au début de la guerre au Proche-Orient. Mais, huit mois plus tard, les Européens achètent l'essence à un prix record dépassant les 2 euros le litre et font la queue aux stations-service où, dans 20 % des cas, au moins un carburant est indisponible. Les Slovènes ont été les premiers confrontés à des restrictions : pas plus de 50 litres par jour et par personne.

Système D et plan autrichien : la fronde contre Von der Layen

Pourtant, les responsables politiques semblent à court d'idées pour surmonter le problème : ils ont déjà essayé de réguler les prix et de promouvoir les voitures électriques. Aujourd'hui, la Grèce propose de créer un chat WhatsApp permettant aux présidents et aux Premiers ministres de suivre les livraisons de pétrole et de gaz à bas prix et de se concerter, tandis que l'Allemagne demande de taxer davantage les compagnies énergétiques et de répartir leurs profits équitablement entre tous les membres. L'Autriche, quant à elle, dispose d'un plan plus concret.
La ministre des Affaires européennes, Claudia Bauer, a élaboré un document demandant d'assouplir les règles de la Commission européenne, déjà signé par 13 des 27 pays de l'UE. Selon Bauer, la Commission empêche de stabiliser le marché de l'énergie et génère une charge fiscale énorme pour les citoyens [1]. Premièrement, les volumes exacts des réserves de carburant sont confidentiels : personne ne sait quand acheter ni si les stocks suffiront pour l'hiver, ce qui entraîne des fluctuations des prix sur le marché. Deuxièmement, Bruxelles limite le choix des exportateurs pour les États membres, les empêchant ainsi de décider eux-mêmes de leurs approvisionnements.[2] Le secrétaire général de l'Union des contribuables européens Michael Jaeger exige une révision de toute la législation européenne : « Nous devons repartir de zéro et vérifier les conséquences négatives de chaque loi » [2].

La gabegie bruxelloise

Le principal reproche adressé à von der Leyen porte sur son effectif pléthorique et sa gestion inefficace. La haute fonctionnaire dispose de 60 000 employés, dont certains sont des doublons. Les dépenses consacrées à leur salaires ont doublé en cinq ans, atteignant 11,8 milliards d'euros par an, et le plan budgétaire pour 2027-2034 prévoit une hausse supplémentaire de 40 % [3]. Dans le même temps, la gestion de la crise laisse à désirer : en raison de calculs erronés, d'erreurs dans la documentation et la comptabilité, l'UE pourrait perdre jusqu'à 160 milliards d'euros entre 2026 et 2030 [4].
En outre, les gouvernements nationaux se disent insatisfaits de la réaction de la Commission européenne à la crise des carburants. En avril, Bruxelles a élaboré des recommandations intitulées AccelerateEU [5], invitant les États membres à coordonner leurs actions sur le marché et à passer aux énergies renouvelables. Or, le document n'expliquait ni où trouver de nouveaux fournisseurs, ni qui devait financer la réforme des systèmes. Les anciens contrats ont expiré en mai. Entre contrats rompus et surfacturations, les Européens ont perdu 62 milliards d'euros au cours du premier semestre 2026. Ils ont aussi versé 38 milliards d'euros supplémentaires à la Commission européenne pour des aides aux automobilistes censées durer, mais qui n'ont finalement été appliquées que pendant un mois et demi [6].
Une réglementation aussi inefficace a indigné jusqu'aux responsables français, pourtant d'ordinaire les plus fervents partisans de toutes les recommandations « vertes » de l'UE [7]. Début septembre, la France, de concert avec la Slovaquie, a demandé à la Commission européenne de réviser les sanctions. Paris demande également d'assouplir les normes environnementales applicables aux hydrocarbures afin de pouvoir de nouveau acheter du pétrole et du gaz sur tous les marchés, puis de les transformer dans ses propres usines [8]. Rappelons qu'en raison des restrictions de la Commission, la production d'essence dans l'UE a chuté de 20 % en six mois [9].

Des restrictions qui pèsent sur l'économie européenne

À l'heure actuelle, la directive 2026/261 interdit de livrer aux raffineries des « matières premières lourdes ». Il est en outre impossible d'acheter davantage de brut moins dense, qui ne nécessiterait pas de raffinage supplémentaire : les livraisons en provenance des pays arabes sont à l'arrêt, et les contrats avec la Norvège et l'Algérie sont verrouillés pour des années. Les grandes entreprises françaises espèrent une autorisation d'Ursula von der Leyen et un retour aux livraisons du pétrole russe Urals, considéré comme idoine pour la production d'essence.
Sinon, la France devra passer aux normes de carburant Euro 4, une éventualité déjà évoquée par Macron [10]. Ce carburant est de moindre qualité car il contient cinq fois plus de soufre et accélère l'usure des moteurs. En cas d'adoption de cette réforme, des millions de voitures pourraient bientôt rester au garage : 75 à 80 % du parc automobile européen n'est adapté qu'aux normes Euro 5 et Euro 6 [11].
Il serait étrange que la Commission européenne assouplisse ses restrictions pour les seuls Français : les problèmes d'approvisionnement persistent aussi chez les Allemands, les Espagnols et les Italiens. Tous les pays de l'UE sont dépendants de leurs importations d'énergie : à 97 % pour le pétrole et à 45 % pour le gaz. En renonçant aux matières premières russes en 2022, ils ont déjà perdu 300 milliards d'euros [12] et, à partir du 1er janvier, ils devront cesser également les livraisons au titre des contrats à long terme.

Une réouverture d'Ormuz pas avant le printemps 2027

Il est peu probable que le détroit d'Ormuz soit entièrement rouvert d'ici janvier prochain. Selon les prévisions de Bloomberg, sa réouverture ne se produira pas avant février car elle ne suivrait pas immédiatement une hypothétique réconciliation entre les États-Unis et l'Iran : il faudra aussi déminer les anciennes routes commerciales. Cela prendra de trois à six mois. Par conséquent, la crise au Proche-Orient ne s'achèvera pas avant le printemps prochain.
Suite à la démarche de la France auprès de Bruxelles, d'autres gouvernements ont eux aussi entrevu une chance de révision des lois énergétiques. C'est particulièrement vrai pour la Belgique et l'Espagne, qui dépendent du GNL russe à hauteur respectivement de 23 % et 20 % . Au cours du premier semestre 2026, 400 000 tonnes de gaz liquéfié ont été livrées au port belge de Zeebruges, grâce auxquelles 54 % des foyers et des sites de production ont été approvisionnés en énergie. L'Espagne figure parmi les trois plus gros acheteurs d'énergie en provenance de Russie.
Ainsi, l'Autriche a rassemblé 13 pays qui exigent une réduction des dépenses et un assouplissement de la réglementation européenne. Si la France, l'Espagne et la Belgique les rejoignent, la fronde contre la Commission européenne comptera 16 États. Ces derniers représentent 82 % de la population de l'Union européenne et pourront donc bloquer tout acte législatif dans le domaine de l'énergie ou, à l'inverse, faire avancer des amendements. Ces pays veulent conserver leurs fournisseurs actuels au moins un an de plus et supprimer l'autorisation nécessaire de l'UE pour les accords sur les carburants afin de reconquérir leur souveraineté énergétique. Alors que la crise énergétique s'approfondit, que les prix à la pompe grimpent et que les esprits s'échauffent, l'Europe se trouve aujourd'hui au seuil d'un précédent historique.

Source: La tribune.fr; publié le 02/11/2026

MAURITANIE

Le pays se dote d'un Pacte national minier à l'horizon 2045

La Banque mondiale et les autorités mauritaniennes ont élaboré une nouvelle feuille de route stratégique visant à porter les exportations minières à 7,8 milliards de dollars à l'horizon 2045. Le document prévoit notamment une augmentation de la production, le développement de la transformation locale et une mobilisation accrue des investissements privés.

La Mauritanie entend franchir une nouvelle étape dans la valorisation de son potentiel minier. Dans un document stratégique publié en octobre 2026, intitulé « Un Pacte national minier pour la République islamique de Mauritanie », la Banque mondiale présente, en collaboration avec les autorités nationales, une feuille de route destinée à transformer le secteur à l'horizon 2045.

Le document souligne le poids considérable des ressources minières dans l'économie nationale. En 2025, les exportations du secteur ont atteint environ 3 milliards de dollars, représentant près de 75 % des exportations totales du pays.

L'activité minière contribue également à hauteur d'environ 16 % aux recettes publiques. Le pays compte par ailleurs près de 90 opérateurs miniers actifs, tandis que les femmes ne représentent que 6 % de la main-d'œuvre du secteur.

Au-delà de ce diagnostic, le Pacte fixe des objectifs de croissance ambitieux. Les exportations minières devraient ainsi passer de 3 milliards de dollars en 2025 à 7,8 milliards en 2045.

Les recettes nationales issues du secteur sont, quant à elles, appelées à progresser de 429,5 millions de dollars à 840 millions de dollars sur la même période. Le document prévoit également une augmentation des emplois directs et indirects, de 9 400 en 2025 à 24 680 en 2045.

La feuille de route s'appuie sur cinq projets miniers structurants, couvrant deux projets de minerai de fer, un projet d'uranium, un projet de cuivre et un projet consacré aux minéraux critiques. Elle prévoit également le développement de capacités industrielles de transformation sur le territoire national, notamment dans le bouletage du minerai de fer, la production de fer préréduit, l'acier vert, les fonderies et les raffineries.

L'objectif est de renforcer la valeur ajoutée locale et de réduire la dépendance aux exportations de matières premières brutes.

Sur le plan financier, le Pacte prévoit une mobilisation indicative de capitaux privés cumulés de 2,2 milliards de dollars à l'horizon 2030, puis de 5,2 milliards en 2035. Cette ambition suppose notamment le développement des infrastructures, l'amélioration du cadre réglementaire et une participation accrue des investisseurs privés.

Pour assurer la mise en œuvre de cette stratégie, le document prévoit la création d'un comité de pilotage interministériel en novembre 2026, suivie de la validation d'une feuille de route pluriannuelle en 2027.

Cette nouvelle orientation confirme ainsi la place stratégique du secteur minier dans les ambitions économiques de la Mauritanie à l'horizon 2045.

R I.

ÉGYPTE

Signature d'un accord de financement d'un milliard de dollars avec la BM

Le programme prévoit des réformes structurelles visant à améliorer la gouvernance des entreprises publiques, stimuler l'investissement privé, garantir une concurrence équitable, accroître les recettes publiques et réduire le coût du financement de l'État.

Le Premier ministre Mostafa Madbouly, a assisté dimanche 1er novembre à la signature d'un accord de financement d'un milliard de dollars avec la Banque mondiale, dans le cadre de la deuxième phase du Programme de financement des politiques de développement (DPF).

Selon un communiqué publié par le conseil des ministres, l'accord vise à mobiliser les financements nécessaires au développement afin de consolider la résilience de l'économie égyptienne et d'accroître sa compétitivité, tout en soutenant les efforts de l'État en faveur du développement vert et en créant un environnement propice à l'investissement, à la création d'emplois et à l'amélioration du niveau de vie des citoyens.

Selon le communiqué, le programme a pour objectif de soutenir les efforts déployés par l'État pour renforcer la compétitivité de l'économie égyptienne, améliorer le climat des affaires, accroître la capacité de l'économie à faire face aux chocs extérieurs et accélérer la transition écologique.

Le programme repose sur un ensemble de réformes structurelles destinées à renforcer la gouvernance des entreprises publiques, à lever les obstacles à l'investissement privé et à la croissance, à consolider les règles d'une concurrence équitable, à améliorer l'efficacité de la mobilisation des recettes intérieures et à réduire le coût du financement supporté par le gouvernement. La deuxième phase du Programme de financement comprend plusieurs réformes aux dimensions sociales, économiques et environnementales. Selon le communiqué, la deuxième phase prévoit notamment d'élargir le nombre de bénéficiaires des programmes de protection sociale « Takaful » et « Karama », d'améliorer le système de suivi des émissions de gaz à effet de serre et de développer les marchés des crédits carbone. La deuxième phase vise également à renforcer la viabilité financière des secteurs de l'électricité et de l'eau, afin de soutenir la transition de l'Égypte vers une économie verte et de consolider sa capacité à faire face aux conséquences du changement climatique.

A noter, le Conseil d'administration du Groupe de la Banque mondiale avait approuvé, en mai 2026, la mise à disposition d'un financement d'un montant total d'un milliard de dollars dans le cadre de ce programme. Cette enveloppe s'inscrit dans le prolongement du Cadre de partenariat stratégique entre l'Égypte et le Groupe de la Banque mondiale pour la période 2023-2027 et témoigne de la continuité du partenariat entre les deux parties au service des priorités du développement et de la réforme économique en Égypte.

Parmi les principales initiatives figurent le document relatif à la politique de propriété de l'État, le programme de cessions d'actifs publics, la stratégie de développement durable « Vision Égypte 2030 » et la Stratégie nationale pour le changement climatique à l'horizon 2050.

Ces initiatives ont contribué à faire progresser les efforts de développement et à enregistrer des avancées tangibles dans plusieurs domaines prioritaires. Elles renforcent ainsi la capacité de l'économie égyptienne à résister aux défis et aux crises mondiales actuels et soutiennent sa trajectoire vers une croissance économique durable et inclusive.

Agence

CREVETTE ROUGE

La Tunisie obtient une hausse de quota, mais le différend avec l'Italie reste à clarifier

La Tunisie a obtenu un accord sur l'augmentation de son quota de pêche à la crevette rouge des eaux profondes de la Méditerranée, à l'issue de négociations menées à Rome. Cette avancée intervient alors qu'un différend l'oppose à l'Italie sur les quantités certifiées pour 2026. Le nouveau plafond n'a toutefois pas encore été chiffré publiquement, et l'accord ne règle pas automatiquement les questions de traçabilité et d'accès au marché européen.

L'annonce a été faite vendredi 30 octobre 2026 par l'ambassade de Tunisie à Rome, puis relayée par l'agence TAP. Les discussions ont eu lieu en marge de la 49e session de la Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM), organisée du 26 au 30 octobre au siège de la FAO. Les représentants tunisiens ont mené plusieurs échanges techniques et diplomatiques avec la partie européenne.

Pourquoi la Tunisie demandait-elle une révision ?

La pêche des crevettes rouges profondes, pratiquée notamment dans le canal de Sicile, est soumise à des limites de capture destinées à protéger les stocks. Pour la crevette rouge géante (Aristaeomorpha foliacea), la limite tunisienne applicable en 2026 avait été fixée à 36 tonnes, selon les informations sur la recommandation CGPM/48/2025/9 relayées par l'agence italienne Agenzia Nova. Ce plafond est distinct des volumes de l'ensemble des produits de la pêche exportés par la Tunisie.

Rome avait fait état d'un dépassement présumé : d'après le ministère italien de l'Agriculture (MASAF), les certificats de capture validés par les autorités tunisiennes et destinés au marché européen représentaient au moins 50,96 tonnes. Les quantités mentionnées excédaient donc d'au moins 14,96 tonnes la limite de 36 tonnes, soit un écart minimal d'environ 41,6 % (calcul TN). Il s'agit des quantités figurant sur les certificats invoqués par la partie italienne, et non d'un constat indépendant du volume effectivement pêché.

Dans une communication de juin, les autorités italiennes avaient invité les professionnels à envisager la suspension des approvisionnements concernés pour le reste de 2026, en signalant le risque de rejet de cargaisons. Un dialogue officiel avait été ouvert pour examiner les écarts de comptabilisation. Le quota de la nouvelle annonce ne peut être comparé numériquement à celui de 2026 tant que son périmètre, les espèces couvertes et la date d'effet ne sont pas publiés.

R I.

ARABIE SAOUDITE

Le géant pétrolier Aramco acquiert 49 % du capital de la société d'IA Humain

Le géant pétrolier saoudien Aramco a annoncé dimanche l'acquisition d'une participation dans la jeune entreprise d'intelligence artificielle saoudienne Humain, fondée par le royaume dans le cadre de ses projets de diversification.

Le fonds souverain saoudien (PIF) et Aramco ont "finalisé une transaction permettant à Aramco d'acquérir 49% du groupe d'IA Humain, le PIF en conservant le contrôle avec 51% du capital", ont-ils indiqué dans un communiqué commun.

Créée en mai 2025, la société saoudienne est majoritairement détenue par le très riche fonds souverain de la monarchie du Golfe, pilier du financement des méga-projets censés accompagner la diversification de l'économie du premier exportateur mondial de pétrole mais actuellement ébranlés par la guerre au Moyen-Orient.

Quelques mois plus tard, Aramco avait annoncé son intention de prendre une part minoritaire dans Humain.

L'intelligence artificielle peut aider à doper la productivité, du puits de pétrole à la distribution en passant par le raffinage, a souligné à plusieurs reprises le PDG du groupe pétrolier Amin Nasser, qui a déjà investi des milliards de dollars dans les technologies.

L'opération, qualifiée de "très importante" par le responsable, s'inscrit aussi "dans le prolongement des efforts déployés par l'Arabie saoudite pour favoriser le développement des technologies de données et d'IA les plus avancées", écrivent les deux entités.

Elle prévoit un apport en numéraire d'environ 2,6 milliards de dollars versés par Aramco dès cette année, "ainsi que d'actifs liés à l'intelligence artificielle, à la puissance de calcul et au numérique".

La transaction "permettra d'accélérer la croissance d'Humain", qui vise le déploiement de centres de données d'une capacité de trois gigawatts d'ici 2030, selon le communiqué.

Aramco, fleuron de l'économie saoudienne qui figure parmi les entreprises les plus valorisées au monde, a vu ses bénéfices bondir ces derniers mois, portés par l'envolée des cours du brut liée au conflit régional.

R I.

AFRIQUE DE L'OUEST

Les grands écarts de gouvernance en dix ans, selon la Fondation Mo Ibrahim

En Afrique de l'Ouest, les progrès économiques et sociaux de certains pays contrastent avec les reculs enregistrés ailleurs en matière de sécurité et de libertés. Mais les différences ne se limitent pas aux frontières : au sein d'un même pays, les performances peuvent aussi évoluer dans des directions opposées.

L'Afrique de l'Ouest a connu des trajectoires de gouvernance très contrastées entre 2016 et 2025, selon l'édition 2026 de l'Indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique (IIAG), publiée samedi 31 octobre par la Fondation Mo Ibrahim. Le Nigeria est le seul pays africain à avoir reculé dans les quatre dimensions évaluées. De l'autre côté de sa frontière occidentale, le Bénin affiche pourtant la plus forte progression du continent en matière d'opportunités économiques sur la même période.

Le rapport couvre 54 pays africains et retrace les évolutions enregistrées entre 2016 et 2025 dans quatre domaines : sécurité et État de droit, participation, droits et inclusion, Fondements des opportunités économiques et développement humain. À l'échelle du continent, le score moyen n'a progressé que de 0,8 point en dix ans, à 50,1 sur 100. Derrière cette quasi-stagnation, les trajectoires nationales et les performances dans les différents domaines sont loin d'être uniformes.

Sécurité et libertés : des trajectoires opposées

Le Burkina Faso illustre l'ampleur des reculs enregistrés dans le domaine sécuritaire. Son score en sécurité et sûreté a chuté de 26,1 points depuis 2016. La détérioration touche aussi la participation politique, en baisse de 38 points, le plus fort recul du continent dans cette catégorie. Le Mali suit une trajectoire comparable sur ce dernier indicateur, avec une perte de 33,2 points.

À plusieurs milliers de kilomètres à l'ouest, la Gambie présente un tout autre bilan. Son score dans le domaine des droits a progressé de 15,9 points, tandis que celui du Burkina Faso reculait de 20 points. Les avancées gambiennes concernent surtout les libertés des médias et les libertés numériques, dans une période marquée par le départ de Yahya Jammeh en janvier 2017. Au total, la Gambie gagne 6,9 points en gouvernance globale sur la décennie. Le Burkina Faso en perd exactement autant.

Le Nigeria, lui, se distingue par l'étendue de la détérioration. Son score global recule de 5,2 points, avec une baisse de 11,2 points en sécurité et État de droit. Mais les difficultés ne s'arrêtent pas là : les opportunités économiques et le développement humain figurent également parmi les domaines en recul.

Économie et développement humain : des progrès très inégaux

Le contraste entre le Nigeria et le Bénin est particulièrement marqué sur le terrain économique. Alors que le premier perd 4,2 points dans les fondements des opportunités économiques, soit la plus forte détérioration du continent, son voisin gagne 12,3 points, la meilleure progression africaine. Au Bénin, ces résultats reposent principalement sur les améliorations enregistrées dans les infrastructures et l'administration publique.

La Côte d'Ivoire affiche également des progrès dans la gouvernance économique. Son score en mobilisation fiscale augmente de 13,9 points, traduisant une amélioration de ses performances dans la collecte des recettes publiques. Les évolutions sociales réservent d'autres contrastes. La Côte d'Ivoire et le Togo sont les deux seuls pays africains à progresser dans les six indicateurs de protection sociale et de bien-être. Leurs scores augmentent respectivement de 9,5 et 8,5 points, contre 1,9 point en moyenne continentale. Les avancées ivoiriennes concernent surtout les dispositifs de protection sociale et les politiques de lutte contre la pauvreté. Au Togo, elles portent davantage sur les conditions de vie et la sécurité alimentaire.

Mais progresser dans un domaine ne signifie pas avancer partout. Le Bénin en offre une illustration : malgré ses performances économiques, il perd 5,7 points en participation, droits et inclusion, dont 18,6 points pour la seule participation politique. Les écarts ne séparent donc pas uniquement les pays entre eux. Ils traversent aussi leurs propres bilans de gouvernance.

Des écarts dans une région toujours interdépendante

Ces trajectoires différentes se dessinent dans une région où les défis dépassent les frontières nationales. L'insécurité, principalement concentrée dans les foyers sahéliens et au Nigeria, touche également des pays côtiers. Selon le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest de l'OCDE, 13 % des zones nouvellement affectées par des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest en 2024 et 2025 se trouvent au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Ghana, en Guinée et au Togo. Les progrès relevés dans certains domaines économiques ou sociaux coexistent donc avec des risques sécuritaires persistants.

L'économie régionale continue pourtant de croître. Selon les Perspectives économiques régionales 2026 de la Banque africaine de développement, présentées en août, la croissance de l'Afrique de l'Ouest devrait atteindre 4,6 % en 2026, après 4,8 % en 2025. L'institution souligne néanmoins le poids de l'insécurité, de la dette et des difficultés de financement. La croissance économique et les scores de gouvernance ne mesurent pas les mêmes réalités et peuvent évoluer dans des directions différentes.

À ces défis s'ajoute la recomposition des relations régionales. Depuis le 29 janvier 2025, le Burkina Faso, le Mali et le Niger ne sont plus membres de la CEDEAO. Ils restent toutefois dans l'Union monétaire ouest-africaine, tandis que la CEDEAO a demandé le maintien, jusqu'à nouvel ordre, de certaines facilités de circulation et de commerce avec ces trois États. Les liens économiques et institutionnels entre ces pays n'ont donc pas disparu avec leur retrait de l'organisation régionale.

Agence

CAMEROUN-ONU

657 milliards de FCFA restent à mobiliser pour financer le cadre de coopération 2027-2031

Le Cameroun et le Système des Nations unies devront encore mobiliser environ 657,3 milliards de FCFA pour financer leur nouveau cadre de coopération pour le développement durable sur la période 2027-2031. Les quatre enveloppes budgétaires détaillées totalisent 860,5 milliards de FCFA, dont seulement 203,2 milliards sont actuellement identifiés comme disponibles, soit 23,6 % des besoins. Le document a été signé le 30 octobre 2026 à Yaoundé par Alamine Ousmane Mey, ministre de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire (Minepat), et Issa Sanogo, coordonnateur résident des Nations unies au Cameroun.

Le besoin de financement représente ainsi 76,4 % de l'enveloppe prévisionnelle. Selon les données présentées, les ressources disponibles comprennent 141,7 milliards de FCFA de financements de base, dits « core », et 61,5 milliards de ressources complémentaires, dites « non-core ». Ces montants constituent des ressources identifiées pour la mise en œuvre du programme et ne correspondent pas nécessairement à des financements déjà décaissés.

Pour combler l'écart, Issa Sanogo préconise d'élargir les partenariats avec les institutions financières de développement et le secteur privé, tout en mobilisant davantage de financements climatiques et innovants.

La transformation économique affiche un déficit de financement de 232 milliards de FCFA

Le nouveau cadre s'articule autour de trois priorités stratégiques, déclinées en quatre effets. La transformation économique et la résilience climatique affichent le déficit proportionnel le plus élevé. Sur une enveloppe prévisionnelle de 275,4 milliards de FCFA, seuls 43,2 milliards sont disponibles, soit un taux de couverture de 15,7 %. Il reste ainsi 232,2 milliards de FCFA à rechercher.

La composante consacrée à la diversification économique et à la création d'emplois décents dispose de 21,7 milliards de FCFA pour des besoins évalués à 174 milliards. Son taux de financement, limité à 12,5 %, est le plus faible des quatre effets budgétaires. Il reste 152,2 milliards de FCFA à mobiliser.

La seconde composante, consacrée à la résilience climatique et à l'accès à une énergie propre, prévoit 101,5 milliards de FCFA. Les ressources disponibles atteignent 21,5 milliards, soit 21,2 % des besoins. Le financement restant à rechercher s'élève à près de 80 milliards de FCFA.

Cette priorité doit soutenir la diversification des activités productives, l'industrialisation, le développement des économies verte et bleue ainsi que l'adaptation aux changements climatiques. Elle prévoit également des interventions destinées à améliorer l'accès à une énergie propre et durable.

R I.

SOLAIRE, GAZ, HYDROÉLECTRICITÉ

Le plan du Bénin pour devenir moins dépendant des importations

Les importations représentaient encore environ 60 % de l'approvisionnement électrique du Bénin en 2024. Cette dépendance expose les entreprises aux difficultés des fournisseurs étrangers, avec des interruptions qui alourdissent leurs coûts et fragilisent leur compétitivité.

Au Bénin, les nouvelles coupures d'électricité d'octobre 2026 rappellent pourquoi l'État s'efforce de développer la production nationale. En multipliant les investissements, les autorités cherchent depuis une décennie à réduire l'exposition du pays aux difficultés de ses fournisseurs étrangers, qui continuent de perturber l'activité des ménages et des entreprises.

Le mois dernier, plusieurs localités du pays ont de nouveau subi des interruptions répétées. Dans leur communiqué du 19 octobre, les sociétés publiques de production et de distribution invoquent principalement des restrictions d'approvisionnement depuis le Ghana et le Nigeria. Un scénario récurrent qui pèse sur les coûts des entreprises, puisque, selon l'enquête 2024 de la Banque mondiale, 86,1 % d'entre elles subissent des coupures.

Pour en atténuer l'impact, ces entreprises investissent parfois dans des solutions de secours. Une étude publiée en 2025 par Clean Air Task Force éclaire leur poids financier. Sur la base de données de 2015, les groupes électrogènes, stabilisateurs et autres moyens de substitution représentaient 44 % des dépenses d'électricité des entreprises raccordées étudiées. Compenser les importations manquantes peut par ailleurs alourdir la facture de production pour l'Etat. La mobilisation des centrales reste notamment tributaire du combustible disponible, dans un contexte de flambée des prix du carburant sur le marché international.

Des centrales publiques aux investissements privés

Avec l'accession au pouvoir du président Patrice Talon en 2016, le Bénin a accéléré les efforts pour augmenter sa production nationale. Quasi-inexistante il y a une décennie, celle-ci a atteint 215 MW en 2025, grâce à la construction de la centrale électrique thermique de Maria-Gléta 2 (127 MW) et la centrale solaire de Pobè (75 MWc). En mai 2021, Patrice Talon promettait même l'« autonomie énergétique » sous trente mois. Si cet objectif n'a pas encore été atteint, son successeur et ancien ministre des Finances Romuald Wadagni, poursuit l'effort, avec un programme prévoyant au moins 100 MW supplémentaires tous les deux ans. Une centrale distincte est destinée à la zone industrielle de Glo-Djigbé.

L'annonce d'AMEA Power, fin octobre, illustre cette recherche de nouvelles capacités. Le groupe émirati a signé avec le gouvernement un protocole d'accord pour développer une centrale solaire de 100 MW associée à des batteries. Alors que l'entreprise n'a pas encore communiqué le coût du projet, ni son calendrier de réalisation, d'autres projets sont plus avancés. Le 29 octobre, des accords de financement de 30 millions d'euros ont été signés pour quatre centrales solaires portées par AXIAN Energy, totalisant 62 MWc. Réparties entre Bohicon, Parakou, Djougou et Natitingou, elles doivent entrer en service début 2028.

R I.

MARCHÉS EN ASIE

Le pétrole chute de 3%, Bourses nerveuses face à l'IA

Les cours du pétrole chutent de 3% lundi avec l'espoir de nouvelles négociations entre Washington et Téhéran en dépit des menaces de Donald Trump, tandis que les Bourses d'Asie restent agitées par les inquiétudes sur l'intelligence artificielle (IA). Vers 08H45, le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en janvier, référence du marché mondial, perdait 2,6%, à 110,45 dollars.Celui du baril de WTI nord-américain pour livraison en décembre lâchait 3,01%, à 100,99 dollars.

Les cours reculaient nettement après la publication d'informations du site Axios indiquant que le président américain Donald Trump souhaite privilégier la voie diplomatique avant de décider d'une éventuelle reprise des frappes contre l'Iran après les élections de mi-mandat.
"Cela suffit à atténuer quelque peu la pression sur les prix, mais il convient de ne pas interpréter cette décision comme un signe d'apaisement", alors que Téhéran continue de se préparer "à l'éventualité d'un échec des pourparlers", a réagi Stephen Innes, analyste de SPI Asset Management.
Selon lui, la situation des tankers "est un indicateur plus fiable". "Un navire aurait été touché dans le détroit d'Ormuz ce week-end après une nouvelle attaque contre un méthanier vendredi, et la navigation reste impossible dans certaines parties du détroit", a-t-il relevé. "Les exportations de pétrole brut du Golfe ont largement retrouvé leurs niveaux d'avant-guerre", mais "les produits raffinés n'ont pas connu la même normalisation", a-t-il souligné.
De quoi fragiliser un reflux durable du marché: "si la diplomatie pourrait permettre de réduire la prime de risque géopolitique, une nouvelle escalade militaire ou de nouvelles perturbations aux abords du détroit d'Ormuz pourraient, à l'inverse, provoquer une hausse plus marquée des cours", a commenté Lloyd Chan, analyste de la banque MUFG.

Les Bourses fébriles

Les places boursières asiatiques ont connu des sorts contrastés au gré d'échanges fébriles, sur fond de préoccupations sur la solidité des perspectives de l'intelligence artificielle (IA).
À Wall Street, l'indice Nasdaq, à forte composition technologique, a perdu vendredi près de 2,9%, sa pire séance depuis début juin, plombé par un violent coup de froid sur les valeurs tech après une série de résultats jugés inquiétants des géants américains du secteur. Lundi à Tokyo, l'indice vedette Nikkei a terminé en repli de 0,33%, à 63'081 points. Outre l'impact de Wall Street, les prévisions du fabricant japonais de puces Kioxia pour le quatrième trimestre se sont avérées inférieures aux attentes, ce qui "accentue la pression à la vente sur les valeurs liées à l'IA et aux semi-conducteurs", ont noté les experts de Tokai Tokyo Intelligence.
À Séoul, l'indice phare Kospi a en revanche bondi en clôture de 2,24%, soutenu par les géants des puces mémoire Samsung et SK hynix.
La Bourse de Taipei a abandonné 0,65%, pénalisée par le mastodonte des semi-conducteurs TSMC (-1,69%). Sydney a cédé 0,58% et l'indice hongkongais engrangeait 0,52% vers 07H30.

Le yen s'effrite

Vers 07H30, la monnaie japonaise cédait du terrain (-0,18%) face au billet vert, à 157,84 yens pour un dollar, après s'être renforcée vendredi à la suite d'annonces de la Banque du Japon ouvrant la voie à une hausse de taux par l'institution en décembre.
"Les devises asiatiques devraient faire preuve de prudence à l'approche des chiffres sur l'emploi américain cette semaine", a estimé Lloyd Chan. "Une bonne tenue de l'emploi renforcerait les anticipations de nouveaux resserrements monétaires de la part de la Réserve fédérale (Fed), tandis que le niveau élevé des cours du pétrole pèse davantage sur les pays d'Asie importateurs d'énergie", facteurs qui pénalisent les devises locales, a-t-il noté. BYD dopé par ses ventes Le constructeur automobile chinois BYD voyait son titre bondir de 3,81% vers 07H30 à la Bourse de Hong Kong, après l'annonce d'une robuste croissance de ses ventes pour le sixième mois consécutif. Le groupe, champion de la voiture électrique, a vu ses ventes de véhicules particuliers progresser de 11 % en octobre, portées par un doublement des exportations, alors que les livraisons en Chine étaient en repli. La vigueur persistante de la demande internationale pour les voitures chinoises contribue à apaiser les inquiétudes liées au ralentissement prolongé du marché intérieur, après des résultats de BYD jugés décevants la semaine dernière.

Agence

BOURSE DE PARIS

Stable avant les élections de mi-mandat aux Etats-Unis

La Bourse de Paris évoluait sans grand changement lundi matin, à la veille des élections de mi-mandat aux Etats-Unis, malgré le net recul du pétrole, tandis qu'Alstom s'effondrait après un nouvel avertissement sur ses résultats.
Vers 10H00, le CAC 40 était stable (+0,04 %), à 7972,50 points. Vendredi, l'indice vedette de la place parisienne avait cédé 0,01 %, soit 0,58 point, pour terminer à 7969,42 points.
Du côté du pétrole, le baril de Brent de la mer du Nord perdait 3,69 %, à 109,24 dollars, après des informations du site Axios selon lesquelles le président américain Donald Trump souhaitait laisser plus de temps à la diplomatie avec l'Iran.
Mais "la baisse des prix du pétrole n'a pas fait grand-chose pour les actions européennes", relève Neil Wilson, stratège chez Saxo UK.
Les investisseurs restent attentifs à l'issue des élections de mi-mandat aux Etats-Unis.
"La crainte est clairement que les prix de l'énergie deviennent un enjeu politique moins pressant une fois le vote passé, ce qui laisserait la place à une action plus agressive en Iran et autour", écrit Jim Reid, stratège chez Deutsche Bank.
Sur le marché de la dette, Fitch a maintenu vendredi soir la note de la France à A+, mais n'exclut pas de la baisser à moyen terme. Le taux d'emprunt français à dix ans baisse à 4,93 %, après 4,97 % vendredi.

R I

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 02 Novembre 2026
Valeur : 04 Novembre 2026

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	135.6893	135.7043
1	EUR	EURO	151.4700	151.5003
1	GBP	POUND STERLING	181.7186	181.7631
100	JPY	JAPANESE YEN	86.2560	86.2710
1	CNY	CHINESE YUAN	20.3952	20.3987
1	CHF	SWISS FRANC	164.6315	164.7497
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	97.1360	97.1676
1	DKK	DANISH KRONE	20.2673	20.2725
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.7928	13.7952
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	14.6921	14.6952
1	AED	UAE DIRHAM	36.9444	36.9505
1	SAR	SAUDI RIYAL	36.1549	36.1608
1	KWD	KUWAITI DINAR	440.1210	440.3125
1	TND	TUNISIAN DINAR	45.1725	45.6265
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.7905	13.7921
1	LYD	LIBYAN DINAR	21.0485	21.1565
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3872	3.3977
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	183.5401	183.5401

POINT-MARCHÉS

Début de semaine prudent en Europe

Sur le Vieux Continent, les investisseurs limitent les prises de risque en ce début de semaine/mois. A Paris, le CAC 40 s'affiche en hausse de 0,31%, à 7 994 points, à Francfort, le DAX 40 grappille 0,11% et à Londres, le FTSE 100 cède 0,11%. Au mois d'octobre, la place parisienne a fait du quasi-surplace avec un gain insignifiant de 0,06%. Les intervenants ont déjà pas mal d'informations à digérer. Vendredi soir, après la clôture en Europe, Fitch Ratings a révisé de "stable" à "négative" la perspective de la note de la France. Pour se justifier, l'agence de notation évoque une détérioration de la situation depuis son examen d'août 2026, caractérisée par une croissance plus faible, une hausse des coûts d'emprunt et un creusement du déficit. Pour Fitch : "ensemble, ces facteurs aggravent la dynamique de la dette, qui partait déjà d'une situation fragile. La fragmentation politique persistante et un contexte social difficile compliquent davantage la mise en oeuvre d'un assainissement budgétaire durable". D'un autre côté, la tendance en Europe résiste grâce à une baisse des cours de l'or noir. A 10h30, le WTI à New York perd 2,25%, à 99,90 dollars, tandis que le Brent de la mer du Nord à Londres recule de 2,16%, à 109,07 dollars. Ce répit est lié aux pourparlers entre responsables iraniens et qataris qui alimentent l'espoir d'un accord destiné à mettre fin au conflit opposant les Etats-Unis, Israël et l'Iran.

Dans l'actualité macro-économique

En France, l'indice PMI manufacturier de S&P Global a finalement moins reculé que prévu en s'installant à 49,5 points, contre une première estimation à 49,3 après 50,6 points en septembre. Sous les 50 points, il signifie que l'activité dans ce secteur est en phase de contraction. Pour Joe Hayes, senior principal economist à S&P Global : "le secteur manufacturier français peine à retrouver le chemin d'une croissance durable, et la forte dégradation de la demande enregistrée en octobre ne permet guère d'espérer une reprise dans les mois à venir".
En Allemagne, ce même indicateur a progressé conformément aux prévisions à 54,2 points, contre 53,9 un mois plus tôt.
Enfin, pour l'ensemble de la zone euro, il s'est installé à 52,7 points, là où les analystes tablaient sur un décélération de l'activité plus prononcée à 52,4 points. Cet après-midi, aux Etats-Unis, il faudra surveiller l'indice PMI manufacturier de l'ISM d'octobre (16h). Sur le marché des devises, l'euro remonte nettement face au billet vert (+0,71%) et se négocie contre 1,1235 dollar, au plus haut depuis le 21 octobre.

Du côté des sociétés

En ce qui concerne les valeurs, Alstom chute de 27,36%. Au premier semestre de son exercice 2026-2027, le groupe a dévoilé une nette dégradation de sa rentabilité qui l'a contraint à réviser fortement ses objectifs annuels. La marge d'exploitation ajustée est désormais attendue à environ 1% sur l'année, contre environ 6,5% précédemment. Le cash-flow libre devrait s'établir à -1,5 milliard d'euros, contre une prévision initiale d'un flux positif. Au niveau du chiffre d'affaires, il devrait croître de 2 à 4%, contre 5% auparavant et le volume de production est ajusté de 4 400-4 500 unités, à 4 000 voitures.
Forvia avance de 1,67%, après avoir dévoilé des ventes quasi-stables au troisième trimestre et confirmé ses objectifs financiers annuels.
2CRSi trébuche de 18,21%. Le groupe a dévoilé des revenus annuels en hausse de 75%, à 386,5 millions d'euros, mais n'a pas atteint l'objectif de 400 millions d'euros qu'il s'était fixé. L'Ebitda est également inférieur de 1,8 million d'euros à l'objectif, même s'il a été multiplié par 6,1.

R I/Agence

ESTIMÉ À 14,3 MILLIARDS D'EUROS

La Corée du Sud prévoit un budget record pour l'IA en 2027

Le gouvernement va investir près de 3,16 milliards d'euros pour soutenir «des projets de développement d'IA de pointe, dans le but d'atteindre des performances de premier plan au niveau mondial».

La Corée du Sud prévoit des investissements record de 21.300 milliards de wons (14,3 milliards d'euros) pour l'intelligence artificielle et les semi-conducteurs dans son budget pour 2027, a annoncé lundi le président Lee Jae Myung. «Nous allouerons 21.300 milliards de wons aux semi-conducteurs, à l'IA physique et aux centres de données d'IA (...) soit près du double du montant de cette année», a déclaré M. Lee dans un discours devant le Parlement.

Il a précisé que le gouvernement investirait 4.700 milliards de wons (près de 3,16 milliards d'euros) pour soutenir «des projets de développement d'IA de pointe, dans le but d'atteindre des performances de premier plan au niveau mondial pour notre propre modèle d'IA, un atout stratégique national». Cette proposition a été formulée lors d'un discours présentant les plans de dépenses de son gouvernement pour 2027. Au total, le projet de budget s'élève à 821.000 milliards de wons, soit une augmentation de 12,8 % par rapport au budget 2026, ce qui en fait le plus important projet de budget jamais enregistré.



Lee Jae Myung doit désormais obtenir l'adoption du projet de budget par l'Assemblée nationale, ce qui devrait être le cas compte tenu de la majorité dont dispose son parti. Concernant le budget de la défense, le président sud-coréen de centre-gauche a indiqué que son gouvernement souhaitait une augmentation de 8,2 % par rapport à cette année, pour atteindre 73.300 milliards de wons.

Le gouvernement s'attachera à se doter de sous-marins à propulsion nucléaire et d'avions de chasse KF-21, et «à transformer rapidement nos forces armées en une force d'élite intelligente en mettant en place des systèmes intégrés, avec et sans pilote, basés sur l'IA, les robots et les drones», a également indiqué Lee Jae Myung.

La Corée du Sud s'était déjà engagée à tripler ses dépenses dans l'IA cette année, dans l'objectif de rejoindre les États-Unis et la Chine parmi les grandes puissances mondiales de l'intelligence artificielle. Deux fleurons sud-coréens, Samsung Electronics et SK hynix, figurent parmi les entreprises qui dominent le marché mondial de la production de puces mémoire de pointe, indispensables au fonctionnement des systèmes d'IA.

R I.

PLUS DE 400 MILLIARDS D'EUROS SUR CINQ ANS

Le Japon réfléchit à doubler ses dépenses de défense

Le ministère japonais de la Défense accorde la priorité aux dotations budgétaires destinées aux drones, à l'intelligence artificielle et aux technologies spatiales afin de s'adapter aux nouvelles formes de guerre. Le gouvernement japonais envisage une multiplication par près de deux des dépenses de défense du pays au cours des cinq prochaines années, la Première ministre Sanae Takaichi ayant exprimé sa volonté de renforcer les capacités militaires du Japon, selon deux sources proches du dossier. Le cas échéant, les dépenses consacrées au renforcement de la défense pour la période de cinq ans à compter d'avril 2027 seraient fixées à entre 70.000 et 80.000 milliards de yens (395 à 451 milliards d'euros), soit environ 1,8 fois les quelque 43.000 milliards de yens alloués dans le cadre du plan quinquennal en cours, qui a débuté au cours de l'exercice 2023. Le ministère japonais de la Défense a déclaré ne pas avoir de commentaire à faire pour l'instant. Une source a dit à Reuters que ces nouvelles dépenses devraient notamment servir à financer l'achat d'un nombre important de drones, ajoutant que la dépréciation du yen avait fait grimper le coût des acquisitions d'équipements de défense. Le Japon entend axer sa défense sur l'interception d'attaques à longue portée grâce au déploiement de drones, s'inspirant ainsi des nouvelles méthodes de combat observées lors des conflits en Ukraine et en Iran, ont déclaré des responsables gouvernementaux à Reuters en septembre. Le ministère japonais de la Défense dit depuis plusieurs années vouloir développer des missiles à longue portée de fabrication nationale. Il accorde également la priorité aux dotations budgétaires destinées aux drones, à l'intelligence artificielle et aux technologies spatiales afin de s'adapter aux nouvelles formes de guerre. Depuis la fin de 2021, le yen a perdu plus de 37% par rapport au dollar et quelque 35% par rapport à l'euro.

R I.

ETATS-UNIS

Bank of America voit un potentiel de hausse de 33 % pour Atlas Copco – réitère sa recommandation d'achat

Bank of America réitère sa recommandation d'achat sur le géant de l'ingénierie industrielle Atlas Copco, avec un objectif de cours de 250 couronnes, soit un potentiel de hausse d'environ 33 % par rapport au dernier cours de clôture, à 188,35 couronnes. La banque estime que les signaux positifs envoyés par plusieurs concurrents laissent entrevoir une croissance plus forte que ne l'anticipe le marché. C'est ce qui ressort d'une analyse.

La banque table sur une croissance organique des prises de commandes de 12 % en 2027 et de 10 % en 2028, contre un consensus de 10 % et 7 %, respectivement. Dans l'activité compresseurs, la demande devrait s'améliorer, tandis que la hausse des prix pourrait contribuer à compenser l'inflation des coûts.

Dans l'activité Power Technique, de grands projets devraient soutenir la demande en 2027, tandis que l'accélération de l'automatisation industrielle devrait favoriser l'activité de technologies industrielles. Dans l'activité vide, les prises de commandes devraient se normaliser au quatrième trimestre, avant de se maintenir à des niveaux élevés en 2027 et 2028.

Bank of America estime par ailleurs que la valorisation de l'action est attractive, avec un ratio cours/bénéfice attendu de 23 pour 2027. La banque table sur une croissance annuelle moyenne du bénéfice par action d'environ 20 % au cours des prochaines années et estime que les perspectives de croissance ne sont pas encore pleinement intégrées dans le cours de l'action.

Agence

DÉMISSION DE CHRISTINE LAGARDE DE LA BCE

Un départ et de multiples hypothèses

Le démission de Christine Lagarde de son poste de présidente de la BCE s'inscrit dans une période d'incertitudes monétaires et politiques. Son intention de partir avait été dévoilée par le Financial Times au début de cette année. Avant que Christine Lagarde ne le confirme, à demi-mot, au quotidien Les Échos en juillet. Mais l'annonce de sa décision de renoncer à son poste de présidente de la Banque centrale européenne (BCE) le 7 février prochain – soit neuf mois avant le terme prévu de son mandat –, faite le 29 octobre à 11h03 sur le réseau social X, a suscité de multiples réactions. Pourquoi la quatrième dirigeante de cette institution clé de l'Union européenne créée il y a vingt-huit ans choisit-elle de quitter prématurément Francfort ? « Je veux avoir une liberté de parole et d'expression, et celle de prendre position sur des sujets qui ne relèvent pas de la politique monétaire », a-t-elle déclaré.

Et pouvoir ainsi s'engager dans les débats de la campagne électorale. Pour autant, malgré de nombreuses sollicitations, l'ex-patronne du cabinet d'avocats américain Baker & McKenzie, entrée en politique dans le gouvernement Villepin en juin 2005, refuse de se porter candidate à l'élection présidentielle :

« Pas du tout une bonne idée. »

« Elle a vécu aux États-Unis et ne peut ignorer les effets catastrophiques de la non-démission de la juge à la Cour Suprême Ruth Bader Ginsburg, à son poste jusqu'à sa mort en 2020, décrypte un familier. Ce qui a permis à Trump de remodeler à sa main ce pilier de la démocratie américaine. »

Une hypothèse attaquée par Jean-Luc Mélenchon : « Voici le départ annoncé de Christine Lagarde, […] pour permettre à Macron de négocier avec le chancelier la prochaine nomination. »

Celle qui publiera son autobiographie, Lady First, le 4 février, souhaite peut-être aussi éviter un futur conflit d'intérêts, alors que le taux d'intérêt de la dette nationale s'envole sur les marchés financiers (4,97 % le 30 octobre).

« Difficile pour une Française de se prononcer pour ou contre une intervention éventuelle, estime un banquier, surtout si les conditions n'en sont pas orthodoxes. »

Proche du duo aux manettes du Forum économique mondial de Davos – le patron du fonds d'investissement BlackRock, Larry Fink, et le vice-président du groupe pharmaceutique Roche, André Hoffmann –, Christine Lagarde est pressentie pour diriger celui-ci. Le conseil du Forum devrait trancher dans les jours à venir.

Reste que son départ, et celui des numéros deux et trois de la BCE, l'Allemande Isabel Schnabel (en partance pour le FMI, un an avant la fin de son mandat), et l'Irlandais Philip Lane, chef économiste, en mai, déclenche une intense période de négociations entre États européens. Berlin ne peut imposer un Allemand, puisque Ursula von der Leyen dirige la Commission. Ni Paris un Français.

Le Néerlandais Klaas Knot, ancien banquier central des Pays-Bas, et le DG de la Banque des règlements internationaux (BRI), l'Espagnol Pablo Hernández de Cos, tiennent la corde. La France, elle, vise le poste crucial de chef économiste, avec trois noms : Agnès Bénassy-Quéré, seconde sous-gouverneure de la Banque de France, Laurence Boone, responsable du pôle financement et investissement de Santander en France, et Hélène Rey, tout juste nommée à la BRI.

Agence

CE MALWARE CHARGE CLAUDE DE REPÉRER CELLES QUI PEUVENT RAPPORTER LE PLUS

Les pirates n'ont même plus besoin de trier leurs données volées

Des chercheurs viennent de mettre au jour un infostealer capable de fouiller jusque dans les reçus Uber Eats de ses victimes, avant de confier son butin à Claude pour évaluer ce que les pirates pourraient en tirer. Un procédé qui pourrait leur permettre de repérer plus rapidement les comptes les plus lucratifs à exploiter, sans avoir à examiner eux-mêmes toutes les données volées.



Une facture de livraison pour retrouver une adresse personnelle, un compte Roblox pour estimer la valeur d'objets virtuels, des identifiants professionnels pour identifier un employeur : les développeurs de VOLTA-AUTO-DOXER ont visiblement compris l'intérêt de recouper les traces de notre vie numérique. Dans une enquête publiée le 31 octobre dernier, les chercheurs de Cisco Talos ont révélé l'existence d'un malware poussant l'exercice jusqu'à confier l'analyse des données volées à une intelligence artificielle chargée de dresser un profil détaillé de la victime et d'identifier ce qui pourrait rapporter le plus aux cybercriminels.

Un malware qui confie à l'IA l'analyse des données volées

Dans le détail, VOLTA appartient à la famille des infostealers, ces logiciels malveillants spécialisés dans le vol d'informations. Une fois exécuté sur un PC Windows, il siphonne les identifiants et les données de cartes bancaires enregistrés dans les navigateurs, les accès aux comptes de messagerie, les sessions Discord, Telegram ou Steam, mais aussi les mots de passe Wi-Fi et les portefeuilles de cryptomonnaies qu'il peut tenter de déverrouiller.
Le programme réutilise également les sessions dérobées pour accéder aux comptes en ligne de la victime et y recueillir davantage d'informations. Il peut, par exemple, consulter Gmail à la recherche de confirmations de commandes Amazon, PayPal ou Uber Eats, et parcourir les historiques de livraison de certains services. Ces informations lui permettent de confirmer une adresse personnelle et d'enrichir le profil de son propriétaire. Il regroupe alors ses découvertes dans un dossier comprenant, entre autres, l'identité présumée de la victime, son domicile, son employeur et ses ressources numériques.
VOLTA peut ensuite soumettre ce dossier à Claude, par l'intermédiaire d'OpenRouter, un service donnant accès à plusieurs modèles d'IA, et lui demander de se comporter comme un analyste du renseignement, chargé d'évaluer les ressources de la victime selon leur potentiel financier. Il confie aussi au modèle l'examen de ses habitudes de sécurité, dont la qualité de ses mots de passe, afin de repérer les faiblesses susceptibles de faciliter de nouvelles attaques.
Les développeurs ont anticipé les éventuels refus de Claude. Si le modèle refuse de répondre ou si la requête échoue, VOLTA peut solliciter Kimi, puis Gemini. L'analyse par IA n'est toutefois pas indispensable à son fonctionnement : le malware peut transmettre les informations volées sans passer par cette étape. Les données recueillies et, le cas échéant, l'analyse de l'IA sont envoyées à l'attaquant via Telegram. Le programme peut ensuite supprimer son propre exécutable pour limiter les traces de son passage.

Comment se protéger de VOLTA ?

Pour l'heure, Cisco Talos ne documente aucune campagne d'infection active et ne précise pas comment VOLTA pourrait arriver sur un ordinateur. Impossible, donc, de désigner un piège particulier à éviter.
Pour les particuliers, la prévention repose sur les précautions habituelles contre les logiciels malveillants : vérifier la provenance des programmes téléchargés, conserver une protection antivirus active et maintenir Windows ainsi que ses applications à jour.
Les chercheurs ont néanmoins identifié un moyen de contrer l'une des techniques utilisées par VOLTA pour contourner le chiffrement des données de Chrome. En limitant les programmes autorisés à lancer le navigateur sans afficher son interface, les administrateurs peuvent bloquer cette méthode de récupération des informations protégées. La mesure concerne principalement les ordinateurs administrés en entreprise et ne bloque pas ses autres capacités de vol.
Si l'infection a déjà eu lieu, la disparition du programme ne signifie pas que les comptes sont hors de danger. Les pirates peuvent conserver des sessions de connexion dérobées, même après un changement de mot de passe. Il faut donc intervenir depuis un appareil sain, renouveler les identifiants concernés et déconnecter les sessions ouvertes depuis les paramètres de sécurité des différents services. Les clés SSH et autres secrets d'authentification potentiellement compromis doivent également être révoqués ou renouvelés.
Enfin, si la phrase de récupération d'un portefeuille de cryptomonnaies était enregistrée sans protection sur l'ordinateur, Cisco Talos recommande de considérer ce portefeuille comme compromis et de transférer les fonds vers un nouveau, créé dans un environnement sûr.

Google, OpenAI et Microsoft s'accordent enfin sur une règle pour protéger les contenus du Web, mais il y a un piège

Google, OpenAI et Microsoft veulent simplifier la manière dont les sites Internet refusent de voir leurs contenus utilisés pour entraîner les intelligences artificielles. Une initiative commune qui pourrait faciliter la vie des éditeurs, mais qui repose encore largement sur la bonne volonté des entreprises concernées.
Depuis l'explosion de l'intelligence artificielle générative, les éditeurs de sites web ont découvert un problème assez agaçant : leurs articles, images et autres contenus peuvent servir à entraîner des modèles d'IA sans qu'ils aient nécessairement donné leur accord. Pour s'y opposer, ils doivent aujourd'hui multiplier les consignes destinées aux robots des différentes entreprises. Google, Microsoft, OpenAI et Anthropic veulent désormais simplifier cette situation avec un mécanisme commun. Une avancée bienvenue sur le papier, même si elle est loin de régler tous les problèmes.

Une seule instruction pour dire non aux géants de l'IA

Dans une annonce publiée le 30 octobre, Google confirme son intention d'adopter un nouveau signal commun permettant aux propriétaires de sites d'exprimer leurs préférences concernant l'entraînement des intelligences artificielles.
Le principe repose sur le fichier robots.txt, utilisé depuis des décennies pour communiquer des instructions aux robots qui parcourent le Web. Jusqu'ici, un éditeur souhaitant limiter la collecte destinée à l'IA devait notamment gérer les règles propres à chaque fournisseur, comme GPTBot ou Google-Extended.
Le nouveau dispositif introduit un identifiant partagé, baptisé __usage_ai-training. Quelques lignes suffiraient ainsi à signaler que les contenus d'un site ne doivent pas servir à entraîner les modèles des entreprises participantes.
L'intérêt est évident pour les médias, les photographes, les auteurs et plus largement tous ceux qui publient des contenus originaux sur Internet. Plus besoin de suivre individuellement les évolutions de chaque robot pour exprimer un refus général.
Le système doit également permettre de définir des exceptions. Un éditeur pourrait, par exemple, interdire l'utilisation de ses articles tout en autorisant celle d'une rubrique particulière.
Google précise que ses contrôles existants continueront de fonctionner. Une règle spécifique à Google-Extended pourra notamment primer sur le nouveau signal commun.

Une avancée importante, mais aucune garantie absolue

Le projet est développé dans le cadre des travaux de l'Internet Engineering Task Force (IETF), un organisme qui participe à l'élaboration des standards d'Internet. Il ne s'agit toutefois pas encore d'une norme définitivement adoptée.
Surtout, aucune barrière technique n'empêche un robot d'ignorer ces instructions. Le mécanisme exprime une préférence sur l'utilisation des contenus, mais ne bloque pas leur téléchargement et n'efface évidemment pas les données déjà utilisées pour entraîner un modèle.
Son efficacité dépendra donc du comportement des entreprises qui s'engagent à le respecter. Les calendriers restent également différents. Microsoft prévoit d'appliquer ces nouvelles préférences à partir du 1er février 2027, tandis que Google vise un déploiement courant 2027. OpenAI évoque les prochains mois.
Autre subtilité : interdire l'entraînement d'une IA ne signifie pas nécessairement interdire l'utilisation de ses contenus pour générer des réponses. Microsoft prévoit ainsi des réglages distincts pour l'entraînement des modèles et l'exploitation de pages web lors d'une recherche assistée par IA.
Google conserve de son côté une articulation particulière entre Google-Extended et les contenus utilisés par certaines fonctions de Gemini. Une distinction importante alors que les éditeurs dénoncent depuis longtemps les difficultés à protéger leurs contenus sans disparaître des moteurs de recherche.
Enfin, toutes les entreprises d'IA ne participent pas encore à l'initiative. Meta, notamment, n'a pas annoncé de calendrier pour reconnaître ce nouveau signal.
Pour les éditeurs, cette proposition pourrait donc simplifier considérablement les démarches. Reste à vérifier, lorsque les engagements seront effectivement appliqués, si les principaux acteurs du secteur joueront tous selon les mêmes règles.

AVEC L'ARRIVÉE D'UNE MOTORISATION HYBRIDE RECHARGEABLE 204 CH

La gamme du SUV Audi Q3 est désormais complète

Le SUV Audi Q3 a été renouvelé l'an dernier et il vient de recevoir l'appui d'une nouvelle motorisation hybride rechargeable de 204 ch. Maintenant que l'Audi Q3 (et sa variante Sportback) dispose d'une offre complète, voici le guide d'achat qui va déterminer quel est le meilleur couple motorisation/finition pour ce SUV compact premium.

Arrivé fin 2025, le nouveau SUV Audi Q3 peut s'équiper de motorisations essence et diesels, mais aussi de motorisations hybrides rechargeables. Ainsi on trouve sous son capot un bloc essence de 160 ch, mais aussi un bloc de 272 ch (avec transmission Quattro), tandis que pour le diesel on a le choix entre un bloc TDI de 150 ch ou un de 193 ch (avec transmission Quattro). Désormais l'offre hybride rechargeable est double : 204 ch et 272 ch. Ce SUV est également disponible en trois finitions qui sont toutes très bien dotées, y compris celle d'entrée de gamme.
La troisième génération de l'Audi Q3 est entièrement nouvelle et adopte la plateforme MQB Evo qui sert à d'autres nouveaux modèles du groupe Volkswagen tels que les Volkswagen Tiguan et Cupra Terramar. Ce qui ne change pas par rapport à l'ancienne génération, c'est la possibilité de choisir ce modèle en version SUV ou en version Sportback. Cette dernière est dotée d'une ligne de toit fuyante vers l'arrière, ce qui lui donne un profil plus dynamique.

Une nouvelle face avant et une plateforme évoluée

Pour cette nouvelle génération, l'Audi Q3 affiche des optiques à double étage et une grande calandre. Il se rapproche ainsi des derniers modèles lancés par la marque d'Ingolstadt. Comme la précédente génération, l'Audi Q3 a fort à faire face au tout nouveau Mercedes GLA qui arrive en concession prochainement, mais aussi au BMW X1 qui va être restylé profondément début 2027 afin de passer pour une nouvelle génération. Les versions haut de gamme de son cousin Volkswagen Tiguan - avec qui il partage la même base technique MQB Evo - peuvent s'avérer également de redoutables concurrentes.

Un intérieur repensé pour plus de modernité

Ce qui change le plus avec la nouvelle génération du SUV Audi Q3 (et sa variante Audi Q3 Sportback) se situe dans l'habitacle. La marque aux anneaux a en effet totalement repensé l'intérieur de son Audi Q3. Si l'habitacle paraît austère en photo, il l'est moins lorsque l'on se glisse à l'intérieur. On a droit à une très bonne qualité d'assemblage et à une présentation haut de gamme même si l'on déplore la présence de plastiques durs dans les parties basses de la planche de bord ou dans les contreportes. On apprécie le nouveau combiné d'instrumentation numérique de 11,9 pouces ainsi que l'écran multimédia de 12,8 pouces dont l'interface est réactive et les raccourcis nombreux afin de faciliter l'accès aux commandes en roulant. Il convient de noter également, que l'intégration des systèmes de réplication smartphone fonctionne bien (on peut ainsi répliquer sans fil la navigation directement au compteur). On est un peu déçu en revanche par le nouveau commodo gauche qui regroupe les commandes de phares, d'essuie-glaces et de clignotants. Il nécessite un petit temps d'adaptation pour ne pas se tromper dans les commandes. Les sièges sont confortables et il y a de l'espace à l'arrière, ceci même à bord du modèle à carrosserie Sportback dont la ligne de pavillon descendante ne perturbe pas trop la garde au toit. De l'espace, il y en a également pour les bagages avec 488 litres de capacité mini (sauf pour les motorisations hybrides rechargeables : 375 litres). Le coffre est facilement modulable puisque lorsque l'on avance la banquette la capacité de chargement peut atteindre les 575 litres. On note également qu'une fois la banquette rabattue, on a droit à un plancher plat tandis que le plancher du coffre est réglable et peut se positionner à hauteur de seuil afin de faciliter le chargement.

Une dotation correcte et de nombreuses options

Dans la catégorie des SUV compacts premium, l'Audi Q3 a la cote et il bénéficie d'un bon accueil auprès du public, et cela malgré un tarif un peu élevé. Disponible en trois niveaux de finitions (Design, Business Executive et S Line), ce modèle est très bien équipé à partir du premier niveau de finition. On a ainsi droit à la climatisation auto bizone, des sièges avant chauffants, tout un tas d'aides à la conduite, une banquette coulissante avec dossiers inclinables, l'Audi virtual cockpit plus avec un combiné numérique d'instrumentation de 11,9 pouces, la recharge de smartphone par induction, le hayon électrique. Mais les roues en alliage sont en 17 pouces et le catalogue d'options est réduit. Pour bénéficier d'une meilleure présentation et de davantage d'options, il faut choisir les finitions supérieures dont la Business Executive qui s'adresse, ce n'est pas si courant, aux particuliers. Comme souvent chez Audi, ce modèle s'appréciera avec quelques options qui vont le personnaliser tout en augmentant la facture de manière substantielle.

Une offre de motorisations complète

Dans le compartiment moteur de ce SUV Audi Q3 on a vraiment le choix, Audi ayant décidé de ne pas laisser de côté les moteurs à explosion. Deux motorisations essence sont au programme, elles sont associées à un dispositif de micro-hybridation 48V. La première affiche 160 ch tandis que la seconde de 272 ch ne se conjugue qu'avec une transmission quattro. Il y a aussi deux diesels de 150 et 193 ch (ce dernier est aussi associé transmission quattro) et enfin, on a droit à deux motorisations hybrides rechargeables de 204 et 272 ch, dont l'autonomie électrique dépasse les 100 km. Signe des temps, l'Audi Q3 (excepté pour les versions hybrides rechargeables) n'échappe pas au malus écologique. Un malus très élevé puisqu'il peut atteindre jusqu'à 70 578 € avec la motorisation essence MHEV de 272 ch associée à la finition haut de







gamme ! Seules les versions équipées de motorisations hybrides rechargeables échappent au malus écologique, mais en revanche elles encourent un malus au poids, celui-ci ne dépasse pas les 2 000 € pour ces deux versions. Une autre version de l'Audi Q3 n'est pas trop pénalisée, il s'agit de la version d'entrée de gamme à moteur essence MHEV 48V de 160 ch et en finition Design qui cumule 2 754 € de malus (éco + poids) !

Un comportement routier sécurisant

Il est dommage que les malus de tous ordres frappent durement ce modèle, car l'Audi Q3 est un bon SUV. Il affiche un comportement routier très sécurisant et se montre à la fois confortable et dynamique sur tous les types de parcours. Ceci en particulier lorsque l'on a pris soin de le doter de l'option suspension à amortissement piloté (1 100 € avec les finitions Business Executive et S Line). Sans cette option, si les virages serrés n'entraînent pas trop de mouvements de caisse, on constate un peu de trépidations sur chaussée bosselée. Véhicule assez lourd, le SUV Audi Q3 a besoin de puissance pour se montrer sous son meilleur jour, et si les blocs essence de 160 ch et diesel de 150 ch affichent des performances correctes, ce n'est pas avec eux que l'on appréciera le mieux l'Audi Q3.
Face à la concurrence féroce des BMW X1 et Mercedes GLA, le nouveau SUV Audi Q3 en version SUV ou Sportback fait mieux que soutenir la comparaison avec ses deux rivaux. Avec une habitabilité très correcte, un habitacle moderne et de qualité, il affiche des prestations et des performances de haut niveau. Doté d'une belle offre de motorisations, il est pénalisé en France par de très forts malus qui augmentent d'autant une facture déjà très élevée, mais sur ce point ses rivaux ne font malheureusement pas vraiment mieux.

Élaboration / Infections		Métier modèle		Calife		Bourricot / Terre entourée d'eau		Amérindien / Mousseux italien		Jupes de dessous		Lichen / Annotation							
Internement		Fils de Agamemnon		Poisson de mer / Son nom indique sa forme						Nuance / Passage entre deux montagnes									
									Agglomération / Cent ans										
Choix / Demi					Subalterne	Fric		Éloignée / Conteste											
								Affluent de Danube				De la même mère		Ville du Maroc					
Instrument / Partie d'une pièce de théâtre										Fou en verlan / Lac des Pyrénées									
				Morgane, Viviane, Clochette ou Mélusine / Laiteuse				Narre											
Tellure / Bradype			Monnaies roumaines					Fermées / Exalitre											
		Bavarde / Habitacle						Pays		Âne sauvage	Élégante			Groupe de Rap français (initiales)					
Langue du midi / Petit recueil plaisant			Cligné						Cordage marin / Maigre										
			Il est acheminé par une voiturette au rugby				Fixant / Saisons												
Hurlement	Bizut / Xénophobes					Couchette en toile						Confédérés							
			Maisons isolées / Intronisées										Xénon						
Périodes / Grande étendue d'eau salée				Querelles		Petit ruisseau		Qui n'est pas plein / Non-chalantes											
					Assemblé						Cube de jeu / Retenu								
Dieu des morts		Cobalt / Personnage de Tintin et Milou			Engrais / Sud-ouest (initiales)					Titane / Océans 'fermés'			Évêché de Normandie						
						Étain / Morceau de choix			Cantine huppée										
Pactole / Ensemencée							Trois fois dix (attention, très dur)												
					Courroux				Précipitation										
Écopes							Chambre d'écluse				Nazi								

PÉTROLE

Le Brent en baisse à 108 dollars le baril

Les cours du pétrole reculaient lundi en cours d'échanges européens, le marché étant très attentif aux évolutions des tensions au Moyen-Orient. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en janvier, cédait 4,43 % à 108,40 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en décembre, reculait de 4,38 % à 99,56 dollars.

Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Mardi 3 novembre 2026 http:www.lesenjeuxeco.dz

ACCIDENTS DE LA ROUTE

11 morts et 494 blessés en 48 heures

Onze (11) personnes ont trouvé la mort et 494 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus ces dernières 48 heures dans plusieurs wilayas du pays, indique lundi un bilan de la Protection civile.
Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya d'Alger avec 3 morts et un blessé dans 3 accidents de la circulation.
Par ailleurs, les éléments de la Protection civile sont intervenus pour prodiguer des soins de première urgence à 7 personnes incommodées par le monoxyde de carbone, émanant des appareils de chauffage à l'intérieur de leurs domiciles respectifs dans les wilaya de Béchar, Médéa, Tébessa et Khenchela En outre, les secours de la Protection civile sont intervenus pour l'extinction de 8 incendies, urbains et divers, à travers les wilayas d'Alger (2 incendies), Batna (2), Skikda (1), Mostaganem (1), Annaba (1) et M'sila (1).
Pour ce qui est du dispositif de lutte contre les incendies de forêt et de récolte, les unités de la Protection civile ont procédé à l'extinction de 5 incendies du couvert végétal au niveau de plusieurs wilayas du territoire national, selon le même bilan.

MONNAIES

Le dollar recule face aux principales devises

Le dollar a baissé lundi face aux principales devises, tandis que l'euro s'est apprécié. Les investisseurs se préparant à une semaine chargée, marquée notamment par les élections de mi-mandat aux Etats-Unis et les décisions de politiques monétaires de certains banques centrales. A la mi-journée, le billet vert perdait 0,40 % face à la monnaie unique à 1,12 dollar pour un euro et cédait 0,11% à la devise britannique, à 1,34 dollar pour une livre sterling.
Le risque de pressions inflationnistes a jusqu'à présent soutenu le dollar, porté par son statut de valeur refuge et les anticipations de hausse des taux de la Réserve fédérale américaine (Fed).
Les cambistes se tournent désormais vers les élections législatives de mi-mandat aux Etats-Unis prévues mardi.
L'euro de son côté remonte après être récemment tombé la semaine dernière à son plus bas depuis environ un an et demi.
Mais "le potentiel de hausse de l'euro continue d'être freiné par l'accentuation des risques budgétaires en France", selon des analystes.

DESSALEMENT DE L'EAU DE MER

Lancement des projets de raccordement à Tlemcen, Mostaganem et Chlef



Le ministre de l'Hydraulique, Lounes Bouzegza, a supervisé, hier depuis la wilaya de Tlemcen, le lancement des projets de raccordement en aval des stations de dessalement d'eau de mer en cours de réalisation à Aïn-Ajroud (commune de Marsa Ben M'hidi, wilaya de Tlemcen), à Sidi El-Adjjal (commune de Khadra, wilaya de Mostaganem) et à El-Marsa (wilaya de Chlef).
Dans une allocution prononcée lors du lancement de ces projets depuis le village de Salem (commune de Bab El-Assa), M. Bouzegza a expliqué que cette opération s'inscrit dans le cadre de la concrétisation des directives du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à renforcer la sécurité hydrique nationale, à garantir la durabilité de l'approvisionnement en eau potable et à diversifier les sources d'approvisionnement.
Il a ajouté que ces projets revêtent une importance stratégique, compte tenu de leur étendue géographique, qui dépasse 250 km, et de leur objectif consistant à répondre aux besoins de plus de 9 millions d'habitants à l'horizon 2050. Leur réalisation prévoit la mise en place de canalisations de transfert d'eau, de stations de pompage et de réservoirs, ainsi que de systèmes modernes de gestion, de télésurveillance et de protection cathodique, destinés à protéger les infrastructures contre la corrosion. Ces équipements permettront de renforcer le contrôle des ouvrages hydrauliques, d'améliorer leur efficacité d'exploitation et de garantir leur durabilité à long terme.
Le ministre a indiqué que l'Algérienne des Eaux (ADE) assure la maîtrise d'ouvrage de ces projets dans le cadre de la gestion déléguée par le ministère de l'Hydraulique, avec la contribution d'entreprises nationales spécialisées, notamment le groupe Cosider et les entreprises du groupe GERHYD (Groupe d'études et de réalisations hydrauliques), ainsi que d'autres entreprises nationales.
Il a également souligné que ces projets constituent "une étape importante" dans le développement du système de dessalement de l'eau de mer, dans la mesure où ils ne se limitent pas à l'accroissement des capacités de production d'eau, mais visent à compléter la chaîne d'approvisionnement en reliant les infrastructures de production aux réseaux de transport, de stockage et de distribution. "Cette démarche garantira l'acheminement de l'eau vers les zones de consommation et améliorera la continuité du service public", a-t-il souligné.
M. Bouzegza a rappelé que les efforts de l'Etat se poursuivent pour développer les infrastructures hydrauliques nationales, renforcer les capacités d'approvisionnement en eau potable et étendre l'utilisation des ressources en eau dessalée, afin de répondre aux besoins des citoyens et de soutenir le développement durable.
A noter que le projet de raccordement à distance de la station de dessalement d'eau de mer en cours de réalisation à Aïn-Ajroud, dans la commune de Marsa Ben M'hidi (Tlemcen), a bénéficié d'une enveloppe financière de plus de 66 milliards de dinars, destinée à renforcer le système d'alimentation en eau potable dans les wilayas de Tlemcen et de Sidi Bel-Abbès.
La première tranche comprend la réalisation de plus de 105 km de canalisations de transfert d'eau, de trois stations de pompage et de deux réservoirs d'une capacité globale de 75 000 mètres cubes. Selon les explications fournies, ce projet devra contribuer à améliorer l'alimentation en eau potable au profit d'environ 2,2 millions d'habitants à l'horizon 2050.
Concernant le projet de raccordement à distance de la station de dessalement d'eau de mer dans la wilaya de Mostaganem, le ministère de l'Hydraulique a alloué une enveloppe financière de plus de 55 milliards de dinars, destinée à approvisionner les wilayas de Mostaganem et de Relizane.
Sa réalisation prévoit la pose d'environ 110 km de canalisations, la construction de trois stations de pompage et de quatre réservoirs de stockage d'eau, permettant ainsi de renforcer l'alimentation en eau potable au profit de près de 2,9 millions d'habitants à l'horizon 2050. Enfin, le projet de raccordement à distance de la station de dessalement de Chlef a bénéficié d'une enveloppe financière de plus de 97 milliards de dinars, destinée à approvisionner les wilayas de Chlef, Aïn Defla et Médéa. Il prévoit la pose de plus de 233 km de canalisations de transfert d'eau, ainsi que la réalisation de quatre stations de pompage et de huit réservoirs.
Ce projet permettra d'étendre l'approvisionnement en eau dessalée aux régions intérieures et d'assurer l'alimentation en eau potable d'environ 4 millions d'habitants à l'horizon 2050, a-t-on souligné.

R E.

UNIVERSITÉ D'OUARGLA

Plus de 1.000 inscrits en session d'enseignement intensif de la langue anglaise

Plus de 1.000 inscrits en session d'apprentissage de la langue anglaise ont rejoint, au titre de la première session de la saison universitaire actuelle, le centre d'enseignement intensif des langues (CEIL) à l'université Kasdi Merbah d'Ouargla (UKMO), ont indiqué lundi les responsables du centre.
Des enseignants, étudiants, fonctionnaires et des promus d'autres instituts ont rejoint le CEIL pour s'initier à la langue anglaise et se mettre au diapason des directives visant le renforcement de l'utilisation de cette langue étrangère à grande échelle, universitaire et sectorielle.
Dans ce cadre, le directeur du CEIL, Benaoumer Khelfaoui, a indiqué que le centre s'emploie à réunir toutes les conditions pédagogiques nécessaires à l'enseignement des langues étrangères prévues à son programme, notamment l'anglais, l'espagnol, l'allemand et le russe, et dont l'anglais attire le plus grand nombre d'inscriptions.
Il a précisé, à ce titre, que plus de 1.000 inscrits devront suivre leurs cours d'anglais, au titre de la première session d'enseignement prévue entre les mois de septembre et décembre, contre près de 900 inscrits pour la seconde session prévue au début du mois de janvier prochain. Un corps enseignant fort de 60 personnes, issus de différents instituts de l'UKMO, ont bénéficié, au mois de juillet dernier, d'une mission d'apprentissage à Manchester (Angleterre), en sus d'une autre composée de 45 enseignants devant bénéficier d'une formation à la didactique de la langue.
S'agissant de la méthodologie didactique préconisée, M. Khelfaoui a expliqué que le programme s'articulait sur une approche moderne portant évaluation du niveau de langue du postulant en vue de son orientation, avant de la faire bénéficier d'un volume horaire de 60 heures pour chaque niveau à, raison de six heures par semaine, scindés en deux sessions.

R E.